



Deuxième trimestre 2003

Rapport aux actionnaires

2



La Banque Royale publie ses résultats pour le deuxième trimestre de 2003

La Banque Royale du Canada prévoit racheter jusqu'à 25 millions de ses actions ordinaires

TORONTO, le 30 mai 2003 – La Banque Royale du Canada a annoncé son intention de proroger son offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, sous réserve de l'approbation de cette dernière. L'offre prorogée visera le rachat d'un maximum de 25 millions d'actions ordinaires, soit environ 3,8 % des actions ordinaires en circulation de la Banque. La Banque entend déposer un avis d'intention à cet égard auprès de la Bourse de Toronto.

Les achats pourront débuter après l'acceptation de l'avis d'intention par la Bourse de Toronto et se poursuivre pendant une période de un an. La Banque déterminera le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Le rachat d'actions proposé permettra à la Banque d'atteindre un équilibre entre le nécessaire maintien de solides ratios de capital et le besoin continu de créer de la valeur pour ses actionnaires. Le 30 avril 2003, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total de la Banque s'établissaient à 9,6 % et à 12,8 %, respectivement.

Au 30 avril 2003, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités actuelle de la Banque, environ 15,8 millions d'actions ordinaires avaient été rachetées sur un nombre maximal permis de 20 millions. Cette offre arrivera à échéance le 23 juin 2003.

Meilleure performance aux États-Unis et bonne qualité du crédit

TORONTO, le 30 mai 2003 – Pour son deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripteur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé qu'elle a réalisé un bénéfice net de 689 millions de dollars, en baisse de 21 millions ou 3 % par rapport à l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 0,99 \$, en baisse de 0,02 \$ ou 2 %. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 15,4 %, comparativement à 16,8 % l'an dernier. L'appréciation de 9 % du dollar canadien par rapport au dollar US (moyenne de 0,684 \$ US ce trimestre, contre une moyenne de 0,630 \$ US au deuxième trimestre de 2002) s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars US, ce qui a donné lieu à une réduction du bénéfice net de 15 millions de dollars, à une baisse de 0,02 \$ du bénéfice dilué par action et à une diminution du rendement des capitaux propres de 0,4 %. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar US ont eu peu d'incidence sur la variation du bénéfice ce trimestre par rapport à l'an dernier.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Compte tenu de la faiblesse prolongée des marchés financiers et de la forte concurrence en matière de prix dans le secteur canadien des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, nous avons enregistré des résultats acceptables ce trimestre. »

Le total des revenus a reculé de 163 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, recul qui reflète un gain net sur dérivés de crédit de 75 millions (lié à deux comptes du secteur des télécommunications) comptabilisé au deuxième trimestre de 2002, ainsi qu'une baisse de 98 millions des revenus ce trimestre, découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar US.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 5 millions de dollars comparativement au deuxième trimestre de 2002. La remontée du dollar canadien par rapport au dollar US s'est traduite par une baisse des frais autres que d'intérêt de 74 millions de dollars par rapport à l'an dernier.

Table des matières

01 La Banque Royale annonce	08 Priorité financière : croissance et diversification des revenus	12 À propos de la Banque Royale du Canada
01 Faits saillants du deuxième trimestre	08 Priorité financière : contrôle des coûts	13 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives
02 Message du chef de la direction	09 Priorité financière : excellence de la qualité du crédit	14 Principales informations financières – PCGR des États-Unis
03 Rendement par rapport aux objectifs	10 Priorité financière : gestion du bilan et du capital	15 États financiers – PCGR des États-Unis
04 Rapport de gestion	10 Gestion du risque	24 Principales informations financières – PCGR du Canada
04 Aperçu	11 Faits saillants de l'exploitation	25 États financiers – PCGR du Canada
04 Résultats par secteur géographique		35 Renseignements aux actionnaires
04 Résultats par secteur d'exploitation		

Les provisions spécifiques pour pertes sur créances se sont établies à 211 millions de dollars ou 0,40 % de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, par rapport à 328 millions ou 0,65 % l'an dernier (244 millions ou 0,48 % après déduction des gains nets sur dérivés de crédit).

Le bénéfice net semestriel s'est chiffré à 1 456 millions de dollars, en hausse de 12 millions par rapport au premier semestre de 2002, et le bénéfice dilué par action semestriel s'est élevé à 2,10 \$, en hausse de 0,05 \$ ou 2 %.

Au 30 avril 2003, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,6 %, et le ratio du capital total, à 12,8 %, comparativement à 9,0 % et à 12,6 %, respectivement, il y a un an.

Les résultats présentés ci-dessus sont basés sur les états financiers dressés selon les PCGR des États-Unis, à l'exception du ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances et des ratios de capital, qui sont basés sur les états financiers dressés selon les PCGR du Canada. En vertu des PCGR du Canada, le bénéfice net s'est établi à 697 millions de dollars, en hausse de 3 % contre 677 millions il y a un an, et le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,00 \$, en hausse de 4 % comparativement à 0,96 \$ l'an dernier. L'écart entre les résultats selon les PCGR des deux pays pour le deuxième trimestre par rapport à l'an dernier est lié à RBC Assurances, comme il est mentionné à la page 6, et à RBC Banque, tel qu'il est mentionné à la page 5.

Message du chef de la direction

Compte tenu de la forte concurrence en matière de prix dans le secteur canadien des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la faiblesse prolongée de la demande visant les services de courtage, de banque d'investissement, de ventes d'actions et de négociation, ainsi que de l'appréciation notable du dollar canadien par rapport au dollar US, qui s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars US, nous avons enregistré des résultats acceptables ce trimestre. Les commentaires présentés ci-dessous portent sur nos quatre priorités principales et sur notre performance à leur égard.

Bases solides

Par rapport à l'an dernier, le bénéfice net a reculé de 21 millions de dollars pour se chiffrer à 689 millions, et le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,99 \$, en baisse de 0,02 \$. L'appréciation importante du dollar canadien par rapport au dollar US comparativement au deuxième trimestre de 2002 explique une tranche de 15 millions de dollars de la baisse du bénéfice net ainsi que le recul de 0,02 \$ du bénéfice dilué par action. La remontée du dollar canadien et le gain important sur dérivés de crédit comptabilisé il y a un an expliquent la baisse des revenus par rapport à l'an dernier, comme il est expliqué à la page 1. Notre gestion des risques s'est traduite par une réduction supplémentaire des prêts à intérêts non comptabilisés ce trimestre.

Comme cela est illustré à la page 3, nous avons connu une bonne performance au premier semestre en matière de qualité du portefeuille, de gestion des charges et de ratios de capital, le ratio de la provision spécifique pour pertes sur créances étant de loin inférieur à la fourchette établie pour l'exercice, les charges ayant reculé de 1 %, et les ratios de capital étant considérablement plus élevés que nos objectifs à moyen terme. Toutefois, la croissance des revenus a diminué en raison de l'appréciation notable du dollar canadien, de la non-réurrence de l'important gain net sur dérivés de crédit comptabilisé l'an dernier dont il est fait mention ci-dessus, et de l'environnement commercial difficile au sein duquel nos entreprises sensibles aux marchés financiers exercent leurs activités. À la lumière de ces facteurs, nous avons redoublé d'efforts pour trouver de nouveaux moyens d'accroître nos revenus et de gérer nos coûts de façon plus efficace. L'augmentation des volumes de prêts hypothécaires, de prêts aux particuliers et de soldes de cartes de RBC Banque, ainsi que la baisse importante des charges de RBC Investissements témoignent des progrès accomplis.

Expansion nord-américaine

Notre priorité à court terme aux États-Unis est l'amélioration de la performance d'exploitation. Le bénéfice net tiré des sociétés acquises aux États-Unis (RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty Insurance) a augmenté pour se chiffrer à 58 millions de dollars, par rapport à 35 millions l'an dernier. Cette augmentation reflète les résultats améliorés de RBC Dain Rauscher, qui a bénéficié de la réduction de ses coûts par suite de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro au deuxième trimestre de 2002, de la baisse des frais de rémunération au titre de la

rétention, et des résultats de sa division des services à revenu fixe. Nous continuons de chercher à améliorer la performance d'exploitation des sociétés acquises aux États-Unis, au moyen de diverses mesures visant à accroître les revenus et l'efficacité opérationnelle.

Depuis la mise en œuvre de notre stratégie d'expansion aux États-Unis, en avril 2000, nous avons conclu 10 acquisitions et accru de 2,4 millions le nombre de nos clients. Bien que nous soyons satisfaits des progrès réalisés jusqu'à présent aux fins de l'expansion des activités et de l'intégration des sociétés acquises, nous savons que nous devons continuer d'élargir nos activités actuelles pour atteindre notre objectif, soit être reconnu comme un fournisseur de services bancaires et de gestion de patrimoine parmi les meilleurs de sa catégorie aux États-Unis. À cette fin, nous continuons d'évaluer diverses occasions d'acquisition, particulièrement en ce qui concerne les services aux particuliers et aux entreprises, et nous prévoyons ouvrir des succursales de banque de détail dans le sud-est des États-Unis.

Le 1^{er} mai, RBC Assurances et RBC Dain Rauscher ont, moyennant une contrepartie de 210 millions de dollars US, conclu l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America et de Jones & Babson Inc., deux sociétés situées à Kansas City dont Generali Group était propriétaire. Outre un bloc d'environ 135 000 polices d'assurance-vie et contrats de rente traditionnels en vigueur, cette acquisition nous fournit l'infrastructure voulue pour offrir des produits de rentes et d'assurance-vie à capital variable.

Croissance des secteurs générant des rendements ou des ratios cours/bénéfice élevés

Nous nous concentrons sur la croissance des secteurs générant des rendements élevés et des ratios cours/bénéfice attrayants, et dont le potentiel de croissance est bon, ainsi que sur la réduction ou la cession des activités à faible rendement ayant peu de valeur stratégique telles que les prêts aux entreprises, et avons à cette fin réduit notre portefeuille de prêts aux entreprises de 5,3 milliards de dollars au cours du dernier exercice. Bien que nous cherchions avant tout à accroître les activités de RBC Banque et de RBC Investissements, tous les autres secteurs ciblent des domaines de croissance prioritaires. RBC Banque continue de générer de bons rendements, et nous croyons pouvoir appliquer les principes à l'origine de notre succès au Canada, y compris nos remarquables capacités de gestion des relations avec la clientèle et des ventes, sur le marché américain. La faiblesse des marchés des actions ainsi que la baisse du volume de transactions effectuées par les clients et de la valeur des actifs en ayant résulté ont freiné la performance de RBC Investissements, mais le rendement de ce secteur a été bon dans des conditions normales, et ses perspectives à moyen et à long terme sont excellentes en raison des transferts de patrimoine intergénérationnels importants qui se produiront au cours de la prochaine décennie. Compte tenu des progrès notables que RBC Investissements continue de réaliser eu égard à la réduction de ses coûts, nous prévoyons que ce secteur enregistrera des résultats solides advenant un redressement soutenu des marchés des actions.

Plateformes intégrées

L'intégration des plateformes se traduit par les efforts de collaboration de nos diverses entreprises et divisions, qui visent à augmenter les revenus en partageant les meilleures pratiques, ainsi qu'à offrir notre vaste gamme de produits et services intégrés à nos clients. Elle consiste également à réduire les coûts en éliminant les chevauchements qui se produisent lorsque les secteurs d'exploitation exercent leurs activités de façon autonome. Nous bénéficions de cinq secteurs d'exploitation solides et d'une importante clientèle. Nous sommes d'avis que nos efforts concertés et la prestation de services intégrés à nos clients nous fournissent une occasion incroyable d'accroître nos activités et notre efficacité opérationnelle. Nous avons mis sur pied divers programmes aux fins de l'atteinte de cet objectif. L'un de ces programmes est le projet Planification financière RBC Investissements, dans le cadre duquel RBC Investissements fournit son expertise en matière de conformité et d'investissements, tandis que RBC Banque fournit la clientèle, les représentants, les locaux commerciaux et une expertise sur le plan de l'efficacité des ventes.

Malgré un environnement difficile, je tiens à vous assurer que nous continuons de prendre les mesures voulues – contrôle des coûts, maintien d'un profil de risque solide, choix judicieux de dépenses en immobilisations et accroissement de la rentabilité des activités – afin de créer de la valeur pour nos actionnaires.

C'est avec plaisir que je continuerai à vous faire part de nos progrès au prochain trimestre.

Le président et chef de la direction



Gordon M. Nixon

Rendement par rapport aux objectifs

	Objectifs de 2003	Rendement du premier semestre
1. Évaluation		
Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :		
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie (1)	Quartile supérieur
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie (1)	Quartile supérieur (2)
Croissance du cours des actions :	Supérieure à l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie (1)	Inférieure à l'indice
2. Croissance du bénéfice		
Augmenter le bénéfice dilué par action de :	10 % à 15 %	2 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		
Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	17 % à 19 %	16,2 %
4. Croissance des revenus		
Obtenir une croissance des revenus de :	5 % à 8 %	(3) %
5. Croissance des charges		
Charges d'exploitation par rapport aux revenus d'exploitation :	Croissance des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation	Croissance des charges d'exploitation de (1) % et des revenus d'exploitation de (3) %
6. Qualité du portefeuille		
Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente se situant entre (3) :	0,45 % à 0,55 %	0,38 % 0,35 %, déduction faite de l'incidence des dérivés de crédit (4)
7. Gestion du capital		
Ratios de capital (3) :	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 9,6 % et ratio du capital total de 12,8 %, par rapport aux objectifs à moyen terme de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, respectivement
Ratio de distribution (5)	35 % à 45 %	39 %

(1) La Bourse de Toronto supprimera l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie en mai 2003 et le remplacera par l'indice composé S&P/TSX pour les banques.

(2) Basé sur la moyenne des estimations des analystes concernant le bénéfice dilué par action de 2003, que nous avons calculée le 30 avril 2003.

(3) Calculs basés sur les états financiers dressés selon les PCGR du Canada.

(4) Se reporter à l'analyse fournie à la page 9.

(5) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

Notre information financière est dressée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et les PCGR du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens. L'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis est présentée aux pages 15 à 22. L'information financière dressée selon les PCGR du Canada est présentée aux pages 25 à 32 et comprend un rapprochement des principales différences par rapport aux états financiers dressés selon les PCGR des États-Unis. Le rapport de gestion qui suit est basé sur l'information financière dressée conformément aux PCGR des États-Unis, et ne diffère à aucun égard important de celui qui aurait été établi en fonction de l'information financière dressée selon les PCGR du Canada, sous réserve de ce qui est expliqué dans les analyses supplémentaires présentées aux pages 4 à 7 et 9.

Rapport de gestion

Cette section du rapport aux actionnaires présente une analyse de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation, afin de donner au lecteur un aperçu des changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation entre le 31 janvier 2003 et le 30 avril 2003. Cette section présente également une comparaison des résultats d'exploitation du trimestre terminé le 30 avril 2003 et ceux de la

période correspondante de l'exercice précédent, une importance particulière étant accordée au trimestre le plus récent. Pour une analyse des données des exercices précédents, se reporter à la section « Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation » (PCGR des États-Unis) présentée aux pages 21 à 66 du rapport annuel 2002 de la Banque.

Aperçu

Le bénéfice net s'est chiffré à 689 millions de dollars au deuxième trimestre de 2003, en baisse de 21 millions ou 3 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,99 \$, en baisse de 0,02 \$ ou 2 %. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 15,4 %, contre 16,8 % il y a un an. L'appréciation de 9 % du dollar canadien par rapport au dollar US (moyenne de 0,684 \$ US ce trimestre, contre une moyenne de 0,630 \$ US au deuxième trimestre de 2002) s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars US, ce qui a donné lieu à une réduction du bénéfice net de 15 millions de dollars, à une baisse de 0,02 \$ du bénéfice dilué par action et à une diminution du rendement des capitaux propres de 0,4 %. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar US ont eu peu d'incidence sur la variation de notre bénéfice ce trimestre par rapport à l'an dernier. L'incidence d'une importante fluctuation de la valeur du dollar canadien par rapport à celle d'autres devises pourrait continuer à se faire sentir sur les résultats que nous présentons. Par exemple, les résultats présentés pour nos activités aux États-Unis pourraient être touchés négativement dans le cas où le dollar canadien poursuivrait sa remontée par rapport au dollar US. Le 28 mai, le cours de clôture du dollar canadien s'est établi à 0,720 \$ US.

Le bénéfice net tiré des sociétés acquises aux États-Unis (RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty Insurance) s'est établi à 58 millions de dollars, en hausse de 35 millions par rapport à l'an dernier, en raison principalement des meilleurs résultats enregistrés par RBC Dain Rauscher, lesquels ont largement contrebalancé l'incidence des fluctuations des devises.

Le bénéfice net semestriel s'est chiffré à 1 456 millions de dollars, en hausse de 12 millions par rapport à la période correspondante de 2002, et le bénéfice dilué par action semestriel s'est élevé à 2,10 \$, en hausse de 0,05 \$ ou 2 %.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 697 millions de dollars, en hausse de 3 % par rapport à 677 millions l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,00 \$, en hausse de 4 % comparativement à 0,96 \$ il y a un an. L'écart entre le bénéfice selon les PCGR du Canada et selon les PCGR des États-Unis pour le deuxième trimestre par rapport à l'an dernier est lié à RBC Assurances, comme cela est mentionné à la page 6, et à RBC Banque, tel que cela est mentionné à la page 5.

Résultats par secteur géographique

Comme cela est illustré au tableau présenté au bas de la page 21, le bénéfice net au Canada a reculé de 137 millions de dollars, en raison principalement d'un gain net sur dérivés de crédit (lié à deux comptes du secteur des télécommunications) de 75 millions (46 millions après impôts) comptabilisé au deuxième trimestre de 2002 et de la baisse du bénéfice tiré des activités sensibles aux marchés financiers. De plus, la provision pour pertes sur créances au Canada a augmenté de 30 millions de dollars (19 millions après impôts) par rapport au deuxième trimestre de 2002, malgré la diminution du total des provisions pour pertes sur créances au cours de la même période.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 79 millions de dollars par rapport à l'an dernier pour se chiffrer à 85 millions ce trimestre. Ce résultat reflète une réduction de 139 millions de dollars (72 millions après impôts) de la provision pour pertes sur créances de RBC Marchés des Capitaux aux États-Unis, et une hausse de 23 millions du bénéfice net tiré des sociétés acquises aux États-Unis (RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty Insurance), contrebalancées en partie par la baisse des revenus tirés de nos activités sur les marchés financiers aux États-Unis.

Le bénéfice net à l'étranger a augmenté de 37 millions de dollars en raison des résultats solides enregistrés par la division Crédits mondiaux et par le secteur des obligations internationales de RBC Marchés des Capitaux.

Résultats par secteur d'exploitation

Les résultats financiers par secteur d'exploitation pour le trimestre courant, pour le trimestre précédent et pour le trimestre comparable de l'exercice précédent sont présentés à la page 21 (pages 30 et 31 pour les données selon les PCGR du Canada).

Les PCGR ne prescrivent pas une méthode donnée aux fins de l'attribution des capitaux propres aux secteurs d'exploitation. Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information, nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation (y compris le secteur Autres) selon des méthodes visant à mesurer les

capitaux propres requis pour soutenir les risques liés aux activités de chaque secteur, comme il est mentionné à la page 54 de notre rapport annuel 2002. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2003, nous avons réduit les capitaux propres attribués au risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels; cette mesure est conforme à l'attribution de capital effectuée pour les autres catégories de risques, qui vise à tirer avantage de la diversification de nos activités et de nos risques. Cela a donné lieu à une baisse de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Banque, à RBC Investissements et à RBC Marchés

des Capitaux. Au deuxième trimestre de 2003, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Banque a diminué de 100 millions de dollars, en raison principalement du risque de crédit moins élevé, et la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Marchés des Capitaux a augmenté de 100 millions, augmentation qui découle en grande partie du risque de marché accru (partiellement neutralisé par une réduction du risque de

crédit). L'écart entre les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de RBC et ceux affectés à nos secteurs d'exploitation est présenté dans le secteur Autres. Les méthodes utilisées pour attribuer les capitaux propres nécessitent la formulation d'un jugement par la direction; elles font de temps à autre l'objet de modifications appliquées prospectivement et elles ont une incidence sur d'autres mesures telles que celle du rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation.

RBC Banque

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/03 par rapport au T2/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2003	30 avril 2002
Revenus bruts	12 \$	1 %	1 868 \$	1 856 \$
Frais autres que d'intérêt	45 \$	4 %	1 153 \$	1 108 \$
Provision pour pertes sur créances	–	–	158 \$	158 \$
Bénéfice net	(13)\$	(4)%	349 \$	362 \$
Rendement des capitaux propres		40 p.b.	18,8 %	18,4 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(400)\$	(5)%	7 400 \$	7 800 \$

Le bénéfice net a reculé de 13 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice tiré des sociétés acquises par RBC Banque aux États-Unis (qui comprennent RBC Centura et sa filiale RBC Mortgage) est passé de 42 millions de dollars (26 millions de dollars US) il y a un an à 39 millions (27 millions de dollars US), car l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar US s'est traduite par une réduction de 4 millions de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars US.

Les revenus de RBC Banque ont progressé de 12 millions de dollars ou 1 % par rapport à la période correspondante de 2002, car la baisse de 32 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars US et les écarts moindres découlant de la forte concurrence en matière de prix au pays ont largement contrebalancé l'augmentation des volumes de prêts hypothécaires, de prêts aux particuliers et de dépôts, ainsi que la hausse des soldes de cartes de crédit. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 45 millions de dollars comparativement à l'an dernier, après déduction d'une réduction de 21 millions des charges attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar US au cours de l'exercice. La hausse des frais est en grande partie imputable à l'augmentation de 22 millions de dollars du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, ainsi qu'à l'accroissement des salaires découlant principalement de l'embauche, au premier trimestre de 2003, de 450 directeurs

de comptes bancaires de particuliers et représentants pour nos succursales canadiennes. La responsabilité principale de ces membres du personnel consiste à améliorer le service à la clientèle et à fournir aux clients des conseils financiers et une vaste gamme de produits et services.

Le rendement des capitaux propres a augmenté de 40 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète surtout la baisse de 400 millions de dollars de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme cela est mentionné ci-dessus.

Le bénéfice net semestriel s'est établi à 761 millions de dollars, en hausse de 10 millions ou 1 % par rapport à la période correspondante de 2002. Le bénéfice net tiré des sociétés acquises par RBC Banque aux États-Unis s'est élevé à 99 millions de dollars (66 millions de dollars US), contre 100 millions (63 millions de dollars US) au premier semestre de 2002.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 358 millions de dollars, en baisse de 2 millions par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net présenté selon les PCGR du Canada était 9 millions de dollars plus élevé que celui présenté selon les PCGR des États-Unis. Ce résultat tient en grande partie à l'écart temporaire non récurrent relatif à la constatation des engagements au titre des prêts hypothécaires dans les résultats de RBC Mortgage.

RBC Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/03 par rapport au T2/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2003	30 avril 2002
Primes	19 \$	4 %	478 \$	459 \$
Primes acquises	(58)\$	(13)%	380 \$	438 \$
Commissions/autres	1 \$	4 %	26 \$	25 \$
Prestations versées aux titulaires de polices	58 \$	19 %	(244)\$	(302)\$
Frais d'acquisition	11 \$	14 %	(66)\$	(77)\$
Revenus autres que d'intérêt	12 \$	14 %	96 \$	84 \$
Revenu net d'intérêt	5 \$	9 %	58 \$	53 \$
Revenus bruts	17 \$	12 %	154 \$	137 \$
Frais autres que d'intérêt	5 \$	5 %	98 \$	93 \$
Bénéfice net	8 \$	17 %	56 \$	48 \$
Rendement des capitaux propres		200 p.b.	28,6 %	26,6 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	100 \$	14 %	800 \$	700 \$

Le bénéfice net a connu une hausse de 8 millions de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier, qui est en grande partie attribuable au rendement amélioré du secteur des assurances habitation et automobile et au rendement solide du secteur des activités de réassurance. Le bénéfice net de

RBC Liberty Insurance s'est établi à 7 millions de dollars (5 millions de dollars US), comparativement à 8 millions (5 millions de dollars US) l'an dernier, en raison de la réduction de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars US.

Les primes ont reculé de 58 millions de dollars en raison d'un changement dans la composition des contrats de réassurance-vie en Europe, qui a largement contrebalancé la hausse des primes des autres secteurs d'activité. Les contrats de réassurance-vie en Europe sont renouvelés annuellement; les primes et les coûts d'acquisition des contrats établis en 2003 sont moins élevés, mais la rentabilité prévue de ces contrats demeure par contre passablement identique à celle des contrats établis en 2002.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 millions de dollars ou 5 % en raison de la croissance du volume d'affaires. Les primes tirées des activités au pays ont progressé de 10 %, hausse qui est attribuable aux volumes accrus d'assurances habitation et automobile.

Le rendement des capitaux propres a progressé de 200 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse du bénéfice net.

Le bénéfice net semestriel s'est élevé à 110 millions de dollars, en hausse de 22 % par rapport à la période correspondante de 2002. Le bénéfice net de Liberty Insurance s'est établi à 13 millions de dollars (9 millions de dollars US), contre 10 millions (7 millions de dollars US) l'an dernier.

RBC Investissements

	T2/03 par rapport au T2/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Revenus bruts	(91)\$	(10)%	828 \$	919 \$
Frais autres que d'intérêt	(82)\$	(10)%	731 \$	813 \$
Bénéfice net	(9)\$	(12)%	69 \$	78 \$
Rendement des capitaux propres		(40)p.b.	9,8 %	10,2 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(300)\$	(10)%	2 700 \$	3 000 \$

Le bénéfice net a diminué de 9 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la faiblesse prolongée des marchés des actions, du volume moindre des transactions effectuées par les clients et de la baisse de valeur des actifs.

Malgré ces défis, le bénéfice net de RBC Dain Rauscher a augmenté pour s'établir à 12 millions de dollars, comparativement à une perte de 15 millions l'an dernier, en raison principalement des réductions de coûts découlant de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro au deuxième trimestre de 2002, d'une baisse des frais de rémunération au titre de la rétention, lesquels sont passés de 24 millions il y a un an à 15 millions, et des résultats solides que continue d'enregistrer la division des services à revenu fixe. Les frais de rémunération au titre de la rétention de ce secteur devraient se chiffrer à environ 65 millions de dollars en 2003, en baisse comparativement à 107 millions en 2002.

Les revenus ont reculé de 91 millions de dollars ou 10 %, résultat qui reflète surtout le plus faible volume de services de courtage et la baisse de valeur des actifs, ainsi que la réduction de 36 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars US. Cependant, les charges ont

RBC Marchés des Capitaux

	T2/03 par rapport au T2/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Revenus bruts	(46)\$	(7)%	618 \$	664 \$
Frais autres que d'intérêt	6 \$	2 %	394 \$	388 \$
Provision pour pertes sur créances	(117)\$	(67)%	58 \$	175 \$
Bénéfice net	2 \$	2 %	97 \$	95 \$
Rendement des capitaux propres		40 p.b.	9,8 %	9,4 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	100 \$	3 %	4 000 \$	3 900 \$

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net a augmenté de 23 millions de dollars pour se chiffrer à 55 millions au deuxième trimestre, résultat qui reflète la hausse du bénéfice de tous les secteurs d'activité au Canada et aux États-Unis. Le bénéfice net de RBC Liberty Insurance s'est chiffré à 8 millions de dollars (6 millions de dollars US), en hausse par rapport à 0,6 million (0,4 million de dollars US) l'an dernier.

Au deuxième trimestre de 2003, le bénéfice net présenté selon les PCGR du Canada était 1 million de dollars moins élevé que celui présenté en vertu des PCGR des États-Unis, tandis qu'au deuxième trimestre de 2002, le bénéfice net selon les PCGR du Canada était 16 millions moins élevé que celui en vertu des PCGR des États-Unis. Cet écart tient aux différentes méthodes utilisées pour comptabiliser les primes d'assurance-vie, le revenu de placement, les coûts d'acquisition et les prestations versées relativement aux polices.

Le bénéfice net semestriel s'est chiffré à 102 millions de dollars, en hausse de 29 millions ou 40 % par rapport à la période correspondante de 2002. Le bénéfice net de RBC Liberty Insurance s'est établi à 11 millions de dollars (7 millions de dollars US), contre (3) millions [(2) millions de dollars US] l'an dernier.

diminué de 82 millions de dollars ou 10 % en raison de la baisse de 33 millions de la valeur de conversion des charges libellées en dollars US, de la réduction des frais au titre de la rémunération variable liés aux services de courtage traditionnel découlant des revenus moindres, du recul des coûts attribuable aux mesures permanentes de compression des coûts et de la baisse des frais de rémunération au titre de la rétention dont il est fait mention ci-dessus.

Le rendement des capitaux propres a reculé de 40 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la baisse du bénéfice, contrebalancée en partie par la réduction de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme cela est mentionné à la page 6.

Le bénéfice net semestriel s'est élevé à 173 millions de dollars, en hausse de 7 millions ou 4 % comparativement à la période précédente de 2002. Le bénéfice net semestriel de RBC Dain Rauscher s'est chiffré à 27 millions de dollars (19 millions de dollars US), en hausse par rapport à (23) millions [(14) millions de dollars US] l'an dernier, en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Le bénéfice net a connu une hausse de 2 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier, car l'augmentation des revenus tirés des services à revenu fixe et des activités de change a contrebalancé la faiblesse prolongée de la demande visant les services de banque d'investissement, les ventes d'actions et les services de négociation.

La baisse notable de la provision pour pertes sur créances et des revenus tient en grande partie au fait que les résultats du deuxième trimestre de 2002 comprenaient une provision pour pertes sur créances importante liée à un compte du secteur des télécommunications qui s'est retrouvé en souffrance au deuxième trimestre de 2002, ainsi qu'un gain sur dérivés de crédit connexes de 89 millions de dollars comptabilisé à titre de revenus autres que d'intérêt. Une perte sur dérivés de crédit de 14 millions de dollars a également été constatée au deuxième trimestre de l'an dernier eu égard à une société du secteur des télécommunications aux États-Unis dont les prêts se sont retrouvés en souffrance au troisième trimestre de 2002, comme cela est mentionné à la page 9. En excluant le gain net sur dérivés de crédit de 75 millions de dollars lié aux comptes en souffrance, les revenus ont progressé de 29 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Cette hausse reflète l'accroissement des revenus tirés des services à revenu fixe et des activités de change, qui a largement contrebalancé la baisse des revenus tirés des ventes d'actions et des activités de négociation et de banque d'investissement, ainsi que l'incidence d'une réduction de 5,3 milliards de dollars des prêts aux entreprises en souffrance (principalement à l'extérieur du Canada), comparativement à il y a un an. La réduction de la taille du portefeuille de prêts aux entreprises s'aligne sur notre stratégie, qui vise à réduire notre exposition aux prêts à faible rendement ayant peu de valeur stratégique.

RBC Services Internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/03 par rapport au T2/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2003	30 avril 2002
Revenus bruts	(1)\$	(1)%	198 \$	199 \$
Frais autres que d'intérêt	6 \$	4 %	143 \$	137 \$
Provision pour pertes sur créances	(1)\$	(33)%	2 \$	3 \$
Bénéfice net	(3)\$	(8)%	37 \$	40 \$
Rendement des capitaux propres		(390)p.b.	23,2 %	27,1 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	–	–	600 \$	600 \$

Le bénéfice net a subi une baisse de 3 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. Les revenus sont dans l'ensemble demeurés inchangés, car la hausse des revenus tirés de la division Gestion de trésorerie et commerce et l'augmentation du volume des services de garde ont été contrebalancées par la baisse des frais fondés sur l'actif résultant de l'affaiblissement des marchés des actions.

Autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/03 par rapport au T2/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2003	30 avril 2002
Revenus bruts	(54)\$	(39)%	83 \$	137 \$
Frais autres que d'intérêt	15 \$	75 %	(5)\$	(20)\$
Bénéfice net	(6)\$	(7)%	81 \$	87 \$
Rendement des capitaux propres		n.s.	14,9 %	47,2 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	1 400 \$	175 %	2 200 \$	800 \$

n.s. non significatif

Le bénéfice net a diminué de 6 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2002.

Le recul du rendement des capitaux propres reflète en grande partie la hausse considérable de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires depuis l'an dernier. L'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur le montant requis pour couvrir

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 6 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier.

Les activités de Dain Rauscher Wessels ont été intégrées à celles de RBC Marchés des Capitaux au premier trimestre de 2002. Les frais de rémunération au titre de la rétention liés à cette acquisition se sont établis à 3 millions de dollars ce trimestre, en baisse par rapport à 8 millions l'an dernier, et ils devraient se chiffrer à 17 millions en 2003, en baisse par rapport à 51 millions en 2002.

Le rendement des capitaux propres a progressé de 40 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse du bénéfice ce trimestre, contrebalancée en partie par une augmentation de 100 millions de dollars de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, pour les raisons décrites aux pages 4 et 5.

Le bénéfice net semestriel s'est établi à 213 millions de dollars, en baisse de 28 millions ou 12 % par rapport à la période correspondante de 2002.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 95 millions de dollars, en baisse de 11 millions ou 10 % comparativement à l'an dernier. Les revenus ont reculé de 66 millions de dollars pour s'établir à 616 millions, contre 682 millions il y a un an. Ce résultat reflète un gain net sur dérivés de crédit de 84 millions de dollars, comptabilisé au deuxième trimestre de 2002 relativement à des comptes en souffrance. En excluant ces gains, les revenus ont progressé de 18 millions de dollars pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Les charges ont augmenté de 4 %, résultat qui reflète la hausse du volume des activités.

Le rendement des capitaux propres a reculé de 390 points de base pour s'établir à 23,2 %, en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Le bénéfice net semestriel s'est établi à 85 millions de dollars, en hausse de 5 millions ou 6 % par rapport à la période correspondante de 2002.

les risques au sein de nos cinq secteurs d'exploitation est présenté dans le secteur Autres. Une analyse de l'attribution des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est présentée aux pages 4 et 5.

Le bénéfice net semestriel s'est établi à 114 millions de dollars, en baisse de 2 millions ou 2 % comparativement à la période correspondante de 2002.

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/03 par rapport au T2/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2003	30 avril 2002
Revenu net d'intérêt	(27)\$	(2)%	1 696 \$	1 723 \$
Revenus autres que d'intérêt	(136)\$	(6)%	2 053 \$	2 189 \$
Revenus bruts	(163)\$	(4)%	3 749 \$	3 912 \$

Le total des revenus a reculé de 163 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète un gain net sur dérivés de crédit de 75 millions de dollars (lié à deux comptes en souffrance du secteur des télécommunications) comptabilisé au deuxième trimestre de 2002 tel qu'il est mentionné à la page 13, ainsi que la baisse de 98 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars US. En excluant ces deux facteurs, les revenus auraient progressé de 10 millions de dollars.

Les revenus semestriels ont subi une baisse de 3 % comparativement à la période correspondante de 2002. En excluant les deux facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ils ont diminué de 1 % par rapport au premier semestre de 2002.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a diminué de 27 millions de dollars ou 2 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat est imputable à RBC Marchés des Capitaux et il reflète principalement l'incidence de la réduction de 5,3 milliards de dollars des prêts aux entreprises en souffrance (qui s'aligne sur notre stratégie visant à réduire notre exposition aux prêts à faible rendement ayant peu de valeur stratégique) et les rendements moindres tirés de nos activités sur les marchés monétaires en raison de la conjoncture défavorable.

La marge nette d'intérêt (revenu net d'intérêt exprimé en pourcentage de l'actif moyen) a subi une baisse, passant de 1,90 % l'an dernier à 1,74 %, en raison surtout d'une augmentation des montants et des coûts de financement des actifs générant de faibles taux d'intérêt, tels que les valeurs mobilières, et des écarts moins importants découlant de la forte concurrence en matière de prix dans le secteur canadien des services aux particuliers et aux entreprises.

Le revenu net d'intérêt semestriel a reculé de 2 % comparativement à la période correspondante de 2002, et la marge nette d'intérêt semestrielle

s'est élevée à 1,77 %, en baisse contre 1,96 % au premier semestre de 2002, en raison principalement des raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont reculé de 136 millions de dollars ou 6 % par rapport au deuxième trimestre de 2002. Ce résultat reflète un gain net sur dérivés de crédit de 75 millions de dollars (lié à deux comptes en souffrance du secteur des télécommunications) comptabilisé au deuxième trimestre de 2002 tel qu'il est mentionné à la page 13, et une réduction de 68 millions de la valeur de conversion des revenus autres que d'intérêt libellés en dollars US.

Les revenus tirés des activités de négociation ont connu une hausse de 25 % en raison des rendements plus élevés générés par les services à revenu fixe et les activités de change, les revenus tirés des activités d'assurance ont augmenté de 22 %, les commissions de crédit ont progressé de 19 %, les revenus tirés des prêts hypothécaires (qui concernent des prêts hypothécaires montés aux États-Unis) ont augmenté de 7 %, les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont progressé de 4 %, et les revenus sur cartes ont augmenté de 3 %. Les revenus tirés de la gestion des placements et des services de garde ont reculé de 7 %, les revenus de change (autres que les revenus tirés des activités de négociation) ont subi une baisse de 11 %, les revenus tirés des fonds communs de placement ont diminué de 12 %, les commissions sur le marché financier (qui comprennent les commissions liées aux services de courtage traditionnel, aux services de courtage à escompte et aux opérations avec les institutions) ont chuté de 16 %, et les revenus tirés des activités de titrisation ont diminué de 28 %.

Les revenus autres que d'intérêt semestriels ont subi une baisse de 4 % comparativement à la période correspondante de 2002, en raison principalement des raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Priorité financière : contrôle des coûts

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 5 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2002, car la réduction de 82 millions enregistrée par RBC Investissements a été largement contrebalancée par les hausses dans les autres secteurs d'exploitation. La réduction enregistrée par RBC Investissements est en grande partie attribuable à RBC Dain Rauscher et découle de la baisse de 31 millions de dollars de la valeur de conversion des charges libellées en dollars US, des réductions de coûts résultant de l'intégration des activités de Tucker Anthony Sutro au deuxième trimestre de 2002 et de la baisse des frais de rémunération au titre de la rétention et des frais au titre de la rémunération variable. La diminution de la valeur de conversion des frais autres que d'intérêt libellés en dollars US s'est traduite par une baisse du total des frais autres que d'intérêt de 74 millions de dollars comparativement à l'an dernier.

Le total des frais de rémunération au titre de la rétention (y compris ceux concernant Dain Rauscher Wessels) a diminué pour s'établir à 18 millions de dollars ce trimestre, comparativement à 32 millions l'an dernier. Le total des frais de rémunération au titre de la rétention devrait se chiffrer à 82 millions de dollars en 2003, en baisse par rapport à 158 millions en 2002.

En raison de la faiblesse des marchés financiers et de la forte concurrence en matière de prix, particulièrement dans le secteur des services de détail au Canada, chacun de nos cinq secteurs d'exploitation (et notamment RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Banque) continue de prendre des mesures afin de réduire ses dépenses discrétionnaires, de manière à compenser les manques à gagner.

Les frais autres que d'intérêt semestriels ont diminué de 1 % comparativement à la période correspondante de 2002. En excluant l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar US, les frais autres que d'intérêt semestriels ont augmenté de 1 %.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts à intérêts non comptabilisés s'élevaient à 2,2 milliards de dollars au 30 avril 2003, en baisse de 211 millions par rapport à la fin du dernier trimestre et de 366 millions comparativement à l'an dernier. Comme l'indique le tableau au haut de la page 23, une tranche de 191 millions de dollars de cette diminution concerne le portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements et ce, malgré l'ajout d'un compte du secteur des transports dans les prêts à intérêts non comptabilisés ce trimestre. L'amélioration tient en grande partie au fait qu'un compte du secteur de l'énergie, précédemment classé comme un prêt à intérêts non comptabilisés, a été reclassé dans les prêts à marche satisfaisante ce trimestre. Exprimés en pourcentage du total des prêts et des acceptations, les prêts à intérêts non comptabilisés s'établissaient à 1,22 %, comparativement à 1,33 % au premier trimestre et à 1,41 % l'an dernier.

Provision pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2003	31 janvier 2002	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens)			
PCGR des États-Unis			
Provision attribuée	213 \$	202 \$	328 \$
Provision non attribuée	(2)	(2)	–
Total de la provision pour pertes sur créances	211 \$	200 \$	328 \$
Gains sur dérivés de crédit (1)	–	(14)	(89)
Pertes sur dérivés de crédit (2)	–	–	14
Total de la provision pour pertes sur créances, déduction faite des gains/pertes sur dérivés de crédit	211 \$	186 \$	253 \$
PCGR du Canada			
Provisions spécifiques	211 \$	200 \$	328 \$
Provision générale			
Attribuée	2	2	–
Non attribuée	(2)	(2)	–
Total de la provision générale	–	–	–
Total de la provision pour pertes sur créances	211 \$	200 \$	328 \$
Gains sur dérivés de crédit (1)	–	(29)	(98)
Pertes sur dérivés de crédit (2)	–	–	14
Total de la provision pour perte sur créances, déduction faite des gains/pertes sur dérivés de crédit	211 \$	171 \$	244 \$
Moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	216 274 \$	220 271 \$	207 531 \$
Provision spécifique pour pertes sur créances exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,40 %	0,36 %	0,65 %
Provision spécifique pour pertes sur créances, déduction faite des gains/pertes sur dérivés de crédit, exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,40 %	0,31 %	0,48 %

- (1) Gains tirés de l'évaluation au marché des dérivés achetés afin de couvrir les comptes classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés/prêts douteux (gains constatés au poste Revenus autres que d'intérêt/Autres produits). Le gain comptabilisé au premier trimestre de 2003 concerne un compte du secteur de l'énergie en Europe qui avait été classé comme un prêt à intérêts non comptabilisés/prêt douteux au quatrième trimestre de 2002 (la liquidation de ce dérivé de crédit a eu lieu au premier trimestre de 2003). Le gain constaté au deuxième trimestre de 2002 concerne un compte du secteur des télécommunications classé à titre de prêt à intérêts non comptabilisés/prêt douteux au deuxième trimestre de 2002 (la liquidation de ces dérivés de crédit a eu lieu au troisième trimestre de 2002).
- (2) Pertes découlant de la valeur au marché et constatées au poste Revenus autres que d'intérêt/Autres produits. Nous avons fourni une protection à des contreparties au moyen de dérivés de crédit afin d'obtenir une exposition à une importante société du secteur des télécommunications aux États-Unis. Les prêts de cette société se sont retrouvés en souffrance au troisième trimestre de 2002, et la liquidation des dérivés de crédit connexes a eu lieu au quatrième trimestre de 2002.

Comme l'illustre le tableau ci-contre, le total de la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 211 millions de dollars, en hausse de 11 millions par rapport au dernier trimestre et en baisse de 117 millions comparativement à l'an dernier. Le montant enregistré l'an dernier comprend une provision liée à un compte du secteur des télécommunications classé à titre de prêt à intérêts non comptabilisés au deuxième trimestre de 2002, contrebalancée en partie par des gains d'évaluation au marché de 89 millions de dollars sur dérivés de crédit connexes. Nous avons également constaté une perte de 14 millions de dollars relativement à des dérivés qui nous ont donné une exposition à l'égard d'une importante société du secteur des télécommunications. Des gains nets de 75 millions de dollars sur ces dérivés de crédit ont été constatés comme des revenus autres que d'intérêt, conformément au FAS 133. La direction est d'avis qu'il est utile d'effectuer une analyse qui porte les gains et pertes sur dérivés de crédit liés aux comptes en souffrance en déduction de la provision pour pertes sur créances, car il est ainsi possible de déterminer le plein montant de la perte liée à ces comptes; la direction considère d'ailleurs cette information lorsqu'elle évalue son risque de crédit. La direction croit également que cette information pourrait être utile aux investisseurs lorsqu'ils évaluent la qualité de notre crédit et notre gestion du risque.

Au cours du trimestre, les radiations nettes (radiations, déduction faite des recouvrements) se sont établies à 228 millions de dollars ou 0,53 % de la moyenne des prêts et des acceptations, par rapport à 346 millions ou 0,80 % l'an dernier et à 140 millions ou 0,31 % au premier trimestre de 2003.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Comme cela est illustré ci-dessus, la provision spécifique pour pertes sur créances s'est établie à 211 millions de dollars, en hausse de 11 millions comparativement au dernier trimestre et en baisse de 117 millions par rapport à l'an dernier. Le montant enregistré l'an dernier comprend une provision liée à un compte du secteur des télécommunications classé à titre de prêt douteux au deuxième trimestre de 2002, contrebalancée en partie par des gains sur dérivés de crédit connexes de 98 millions de dollars. Nous avons également constaté une perte de 14 millions de dollars relativement à des dérivés qui nous ont donné une exposition à l'égard d'une importante société du secteur des télécommunications aux États-Unis. Des gains nets de 84 millions de dollars sur ces dérivés de crédit ont été portés aux autres produits.

Les provisions spécifiques exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente se sont établies à 0,40 % ce trimestre, contre 0,36 % au premier trimestre (0,31 % au premier trimestre si les gains sur dérivés de crédit de 29 millions de dollars sont portés en déduction de la provision pour pertes sur créances, comme cela est illustré au tableau ci-contre) et par rapport à 0,65 % l'an dernier (0,48 % si les gains sur dérivés de crédit de 84 millions sont portés en déduction de la provision pour pertes sur créances).

Les provisions spécifiques semestrielles, exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, s'élèvent à 411 millions de dollars ou 0,38 % ce semestre (0,35 % si les gains sur dérivés de crédit de 29 millions enregistrés au premier trimestre de 2003 sont portés en déduction de la provision pour pertes sur créances).

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Actif

Le total de l'actif se chiffrait à 398 milliards de dollars au 30 avril 2003, en hausse de 6 milliards ou 2 % par rapport au 31 janvier 2003, et de 37 milliards ou 10 % comparativement au 30 avril 2002.

Par rapport au 31 janvier 2003, les liquidités ont augmenté de 1,6 milliard de dollars ou 8 %. Les titres ont progressé de 5,0 milliards de dollars ou 5 %, en raison principalement d'un accroissement des titres de négociation. Les prêts (avant la provision spécifique pour pertes sur prêts) ont reculé de 0,5 milliard de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont diminué de 2,1 milliards de dollars grâce à nos efforts visant à réduire la taille de notre portefeuille de prêts aux entreprises, et les prêts hypothécaires résidentiels ont connu une hausse de 1 milliard (compte tenu de la titrisation de 1,3 milliard de dollars de prêts hypothécaires résidentiels ce trimestre). Les prêts aux particuliers ont progressé de 0,5 milliard de dollars, et les autres actifs ont augmenté de 0,6 milliard. Autres – Les autres actifs ont connu une hausse de 1,3 milliard de dollars, et les montants se rapportant aux dérivés ont reculé de 0,2 milliard.

Comparativement au 30 avril 2002, les liquidités ont augmenté de 2,1 milliards de dollars ou 11 % et les titres ont progressé de 14,2 milliards ou 16 %, en raison de l'accroissement des titres de négociation et des titres destinés à la vente. Les prêts (avant la provision spécifique pour pertes sur prêts) ont connu une baisse de 0,3 milliard de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 5,7 milliards de dollars grâce à nos efforts visant à réduire la taille de notre portefeuille de prêts aux entreprises, et les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 4,3 milliards (compte tenu de la titrisation de 4,7 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2003). Les soldes de cartes de crédit ont enregistré une hausse de 0,9 milliard de dollars. Les autres actifs ont progressé de 17 milliards de dollars, en raison principalement de la hausse de 15,2 milliards des montants se rapportant aux dérivés découlant de la baisse des taux d'intérêt et de l'accroissement des volumes de swaps de taux, ainsi que d'une augmentation de 3,4 milliards du poste Autres – autres actifs.

Autres – Les autres actifs, qui s'établissent à 15,5 milliards de dollars, incluent des créances de 743 millions (518 millions de dollars US) de Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») liées à un produit dérivé faisant l'objet d'un litige avec Rabobank. Une discussion à ce sujet est présentée à la note 4 des Notes complémentaires, à la page 20.

Gestion du risque

Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. Deux éléments clés de notre cadre de gestion des liquidités sont les politiques visant le maintien d'un niveau minimal d'actifs liquides non engagés et les limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes déterminées. Au 30 avril 2003, nous nous conformions à ces politiques. Ces éléments et les autres éléments du cadre de gestion des liquidités, qui n'ont pas fait l'objet de modifications importantes au cours du dernier trimestre, sont expliqués plus en détail aux pages 56, 57, 62 et 63 de notre rapport annuel 2002.

Dépôts

Le total des dépôts s'est élevé à 252 milliards de dollars, en hausse de 2,9 milliards ou 1 % par rapport au 31 janvier 2003, et de 13,8 milliards ou 6 % comparativement au 30 avril 2002. Les dépôts portant intérêt ont progressé de 14,3 milliards de dollars ou 7 % par rapport au 30 avril 2002, et les dépôts ne portant pas intérêt ont reculé de 0,5 milliard ou 2 % comparativement au 30 avril 2002.

Capital

La solidité du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) fondées sur l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada. Le BSIF a établi des ratios de capital cibles en fonction des risques pour les institutions de dépôt au Canada. Celles-ci doivent en effet atteindre des ratios de capital d'au moins 7 % et 10 % respectivement pour le capital de première catégorie et le capital total.

Au 30 avril 2003, selon les lignes directrices du BSIF et l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,6 %, par rapport à 9,0 % au 30 avril 2002. Le ratio du capital total s'établissait à 12,8 %, en hausse par rapport à 12,6 % au 30 avril 2002. Ces deux ratios ont dépassé les objectifs que nous nous sommes fixés à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % à 8,5 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. L'actif ajusté en fonction des risques se chiffrait à 165,7 milliards de dollars au 30 avril 2003, soit un résultat en baisse de 1 % par rapport au 31 janvier 2003, et de 2 % comparativement au 30 avril 2002.

Ce trimestre, nous avons racheté 5,1 millions d'actions ordinaires pour un montant d'environ 293 millions de dollars, soit un prix moyen de 57,63 \$ l'action. Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, qui a débuté le 24 juin 2002 et dont la durée est de un an, nous pouvons racheter un maximum de 20 millions d'actions. Depuis le début de ce programme, nous avons racheté 15,8 millions d'actions au 30 avril 2003 moyennant une contrepartie de 857 millions de dollars, et 4,2 millions d'actions peuvent encore être rachetées.

Nous avons recours à des actifs liquides et à des conventions de revente pour gérer nos liquidités à court terme. Au 30 avril 2003, les actifs liquides et les biens achetés en vertu de conventions de revente totalisaient 167 milliards de dollars ou 42 % du total de l'actif, en hausse par rapport à 162 milliards ou 41 % au 31 janvier 2003 et à 147 milliards ou 41 % au 30 avril 2002. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, la moyenne des actifs liquides et des biens achetés en vertu de conventions de revente totalisait 165 milliards de dollars ou 41 % du total de la moyenne de l'actif, par rapport à 166 milliards ou 42 % au dernier trimestre et à 146 milliards ou 39 % l'an dernier. Au 30 avril 2003, des titres et des garanties d'une valeur comptable de 55 milliards de dollars avaient été nantis ou vendus en vertu de conventions de rachat, ou constituaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Il s'agit là d'un résultat en hausse par rapport à 51 milliards de dollars au 31 janvier 2003 et à 46 milliards au 30 avril 2002.

Évaluation des risques de marché – activités de négociation

Comme il est expliqué aux pages 55 et 56 de notre rapport annuel 2002, nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation. Ces politiques n'ont pas fait l'objet de modifications importantes au cours du dernier trimestre. Le risque de marché associé aux activités de négociation est géré principalement au moyen d'une méthodologie fondée sur la valeur exposée au risque (VAR).

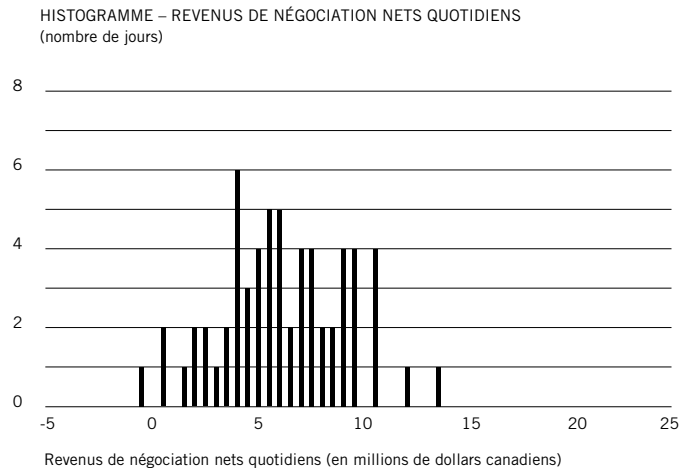
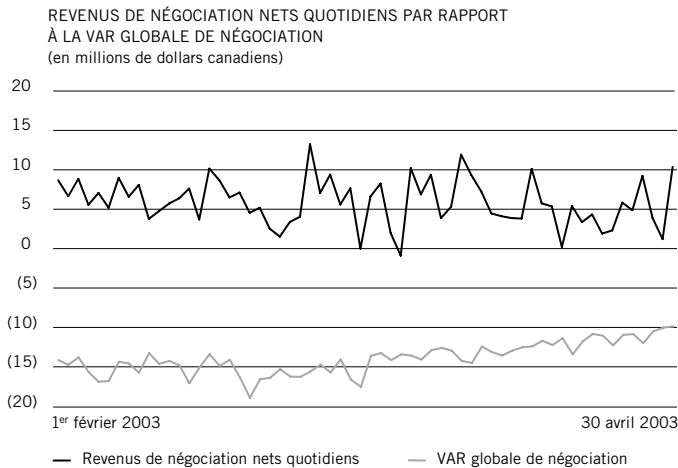
Le tableau ci-après indique la VAR par catégorie de risque important à la fin du trimestre (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation

Activités de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2003				Pour le trimestre terminé le 30 avril 2002			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	8 \$	10 \$	7 \$	5 \$	9 \$	10 \$	8 \$	7 \$
Change et marchandises	4	5	3	1	3	6	3	1
Taux d'intérêt	9	12	10	8	3	4	2	2
VAR globale (2)	10 \$	19 \$	14 \$	10 \$	10 \$	12 \$	9 \$	7 \$

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.

(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et l'effet de la diversification.



combinées pour les trimestres terminés les 30 avril 2003 et 2002; ce tableau révèle que les montants de la VAR globale du deuxième trimestre de 2003 ont excédé les niveaux du deuxième trimestre de 2002. Ce résultat découle principalement d'une amélioration apportée au modèle le 1^{er} juin 2002, qui incorpore maintenant le risque lié aux écarts des obligations de sociétés dans les portefeuilles productifs d'intérêts. Le graphique ci-après illustre les revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation, et l'histogramme montre les revenus de négociation nets quotidiens pour le trimestre terminé le 30 avril 2003. Au cours du deuxième trimestre, nous avons connu une séance de négociation marquée par une perte nette.

Faits saillants de l'exploitation

RBC Banque

RBC Banque a accru la compétitivité de ses cartes *Visa* en lançant un nouveau programme de récompenses qui fournit aux clients titulaires de cartes *Visa* davantage d'occasions d'accumuler des points et qui leur offre un plus grand choix d'options contre lesquelles les points accumulés peuvent être échangés. RBC Récompenses^{MC} s'ajoute aux trois programmes de récompenses lancés précédemment par RBC Banque Royale et les regroupe en un seul programme qui s'applique aux cartes *Visa* Platine Voyages, *Visa* Or, *Visa* Platine Privilège et *Visa* Classique II. La carte Platine Voyages de RBC est la première carte *Visa* à puce intégrée offerte au Canada. La technologie des puces accroît la sécurité, et son utilisation plus répandue pourrait se traduire par la prestation d'une vaste gamme de produits.

En février, RBC Mortgage a conclu une alliance avec First United Bank, une filiale de United Banks of Colorado, en vertu de laquelle les onze succursales de cette banque recommanderont à RBC Mortgage les clients désireux d'obtenir des prêts hypothécaires résidentiels ou des prêts sur la

valeur nette d'une maison. RBC Banque a par ailleurs restructuré ses activités de prêts hypothécaires aux États-Unis, et RBC Mortgage Company est maintenant une filiale en propriété exclusive de RBC Centura Banks, Inc., tandis que RBC Builder Finance est devenue une division de RBC Centura Bank. Ces changements visent à accroître les occasions d'interdistribution de produits et services et à améliorer l'efficacité opérationnelle.

RBC Assurances

Le 1^{er} mai 2003, RBC Assurances et RBC Investissements annonçaient l'acquisition, moyennant une contrepartie de 210 millions de dollars US, de Business Men's Assurance Company of America (« BMA ») et de Jones & Babson Inc., deux sociétés détenues par Generali Group, un assureur dont le siège se trouve à Trieste, en Italie. Les actifs de BMA ayant fait l'objet de l'acquisition comprennent un bloc d'environ 135 000 polices d'assurance-vie et contrats de rente traditionnels en vigueur, ainsi qu'un réseau de distribution de produits d'assurance à capital variable.

En mars, Nissay SVA Life Insurance Co., Ltd. (« Nissay SVA Life »), une coentreprise détenue à parts égales par Nippon Life Insurance Company et SVA Group Co., Ltd., est devenue un usager licencié du système d'administration Genelco Life+^{MC} de Genelco, un division de RBC Liberty Insurance, aux fins de la prestation de produits d'assurance-vie individuelle et de rentes dans le marché en pleine croissance de l'assurance en Chine. Une fois constituée, Nissay SVA Life implémentera le système Genelco Life+ ainsi que le portail connexe, Genelco LifeView^{MC}.

RBC Assurances a conclu une entente avec WestJet, en vertu de laquelle les clients de WestJet peuvent se procurer de l'assurance voyage de RBC Assurances en ligne, grâce au portail Web de WestJet.

RBC Investissements

RBC Investissements a regroupé ses services de conseils en placement et de consultation aux États-Unis et au Canada dans la division Services de gestion de patrimoine pour l'Amérique du Nord. Cette division fournit aux réseaux de distribution de RBC Investissements des services de conseils en placement liés aux actions et aux titres à revenu fixe, aux produits tarifés et aux fonds communs de placement de tiers, ainsi que des services de consultation touchant la planification financière, la fiscalité et les successions. La prestation de services de soutien d'une telle envergure en Amérique du Nord démontre bien les efforts de collaboration déployés au sein des plateformes canadiennes et américaines afin d'accroître l'efficacité de nos activités et de mieux optimiser nos capacités.

La division des services de courtage traditionnel a récemment élargi la gamme de produits et services qu'utilisent ses conseillers en placement pour communiquer avec les clients. Le Centre des conseillers est depuis peu offert sur DVM Services en ligne, le site Web sécurisé grâce auquel les clients peuvent visualiser les renseignements sur leurs comptes, lire les nouvelles et accéder aux cotes. Le Centre des conseillers permet aux conseillers en placement d'afficher des messages personnalisés à l'intention de leurs clients. La division des services de courtage traditionnel a également lancé un outil de marketing sur le Web qui permet aux conseillers en placement de créer leur propre site Web et de le lier au site rbcinvestments.com.

La division des services de courtage traditionnel a par ailleurs amorcé l'implémentation de ClientLink, une application conçue pour aider les conseillers en placement à accroître l'efficacité de leurs activités de gestion des relations avec la clientèle et des portefeuilles connexes. L'intégration des systèmes et applications existants à ClientLink a permis de simplifier et d'intégrer les outils de gestion des communications et des portefeuilles qu'utilisent les conseillers en placement et, par le fait même, d'améliorer les services à la clientèle.

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripateur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services

RBC Marchés des Capitaux

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2003, RBC Marchés des Capitaux s'est classée au premier rang du marché des actions du secteur de l'énergie en Amérique du Nord pour ce qui est du nombre de transactions effectuées et de la valeur des capitaux réunis. Les cinq transactions effectuées au Canada et les quatre transactions effectuées aux États-Unis, qui totalisent plus de 1,7 milliard de dollars US, représentent une part de 65 % de ce marché pour la période.

RBC Marchés des Capitaux a fourni des services de consultation relativement à un certain nombre de transactions annoncées ou conclues au cours du trimestre. Elle a notamment fourni des services à Fording Coal concernant la vente conclue avec un consortium incluant le Régime de retraite des enseignants de l'Ontario, Sherritt, Teck/Cominco et Westshore Terminals (opération d'une valeur de 2 milliards de dollars), et des services à Encana eu égard à la vente de sa participation de 10 % dans Syncrude à Canadian Oil Sands Trust (opération d'une valeur de 1,1 milliard).

RBC Marchés des Capitaux a continué d'améliorer la qualité de ses services de recherche en engageant plusieurs personnes de très bonne réputation ce trimestre. Les progrès réalisés à cette fin se traduisent d'ailleurs par le rang auquel s'est classée RBC Marchés des capitaux – 14^e parmi les 200 firmes évaluées en Amérique du Nord et classement de loin supérieur à celui de ses homologues canadiens – dans le cadre de l'évaluation des analystes effectuée par le *Wall Street Journal*.

RBC Services Internationaux

RBC Services Internationaux a élargi son mandat auprès de JBWere Investment Management (« JBWere »), une société de fonds mutuels australienne, afin d'offrir des services de garde internationaux en plus des services de garde nationaux déjà offerts. Par suite de l'élargissement de ce mandat, les biens administrés de JBWere ont augmenté de plus de 0,5 milliard de dollars pour s'établir à 2,7 milliards.

RBC Services Internationaux a été choisie aux fins de la prestation de services de garde des régimes de retraite combinés des employés généraux, des employés des services d'incendie et de protection et des employés des services policiers de la Ville de Saskatoon, ce qui a donné lieu à une augmentation des biens administrés d'environ 0,6 milliard de dollars.

RBC Services internationaux a élaboré et implémenté de nouveaux systèmes et de nouvelles technologies par suite de ses efforts de lutte contre le blanchiment d'argent lié au traitement des paiements. Elle a également plusieurs projets en cours, dont un concernant l'élaboration d'un système national de limitation de la circulation physique des chèques, qui permettront d'accroître l'efficacité du système de paiements et de réduire le risque systémique lié à ce système.

bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux, et des services de traitement des opérations. La société compte 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour en savoir davantage, visitez le site Web rbc.com.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit, comprises dans le présent rapport intermédiaire et dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions prévoyant des « mesures refuges » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2003 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « croire », « perspectives », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité de l'économie canadienne en général et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités; la solidité de l'économie américaine et des économies des autres pays où nous effectuons des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des

politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les modifications de la politique en matière de commerce; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 30 avril 2002	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le		
		30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	Variation par rapport au 30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	(2)%	1 696 \$	1 803 \$	1 723 \$	(2)%	3 499 \$	3 583 \$
Revenus autres que d'intérêt	(6)	2 053	2 161	2 189	(4)	4 214	4 375
Revenus bruts	(4)	3 749	3 964	3 912	(3)	7 713	7 958
Provision pour pertes sur créances	(36)	211	200	328	(33)	411	614
Frais autres que d'intérêt	–	2 514	2 559	2 519	(1)	5 073	5 128
Bénéfice net	(3)	689	767	710	1	1 456	1 444
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	(140)p.b.	15,4 %	16,9 %	16,8 %	(70)p.b.	16,2 %	16,9 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	–	170 117 \$	170 607 \$	170 457 \$			
Actif	10 %	398 185	392 226	361 247			
Dépôts	6	251 566	248 631	237 751			
Débitures subordonnées	(6)	6 828	6 885	7 245			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	4	17 612	17 765	16 936			
Ratios de capital (règles canadiennes) (3)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	60 p.b.	10,6 %	10,6 %	10,0 %			
Ratio du capital de première catégorie	60	9,6 %	9,4 %	9,0 %			
Ratio du capital total	20	12,8 %	12,7 %	12,6 %			
Ratios de capital (règles américaines) (4)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	70 p.b.	10,7 %	10,6 %	10,0 %			
Ratio du capital de première catégorie	50	8,9 %	8,8 %	8,4 %			
Ratio du capital total	30	12,2 %	12,1 %	11,9 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers)							
À la fin	(2)%	662 427	666 439	673 860	(2)%	662 427	673 860
Moyenne (de base)	(1)	664 634	666 006	673 751	(1)	665 331	674 114
Moyenne (dilué)	(1)	671 991	674 035	680 336	(1)	673 023	679 962
Bénéfice par action							
De base	(2)%	1,00 \$	1,12 \$	1,02 \$	2 %	2,12 \$	2,07 \$
Dilué	(2)	0,99	1,10	1,01	2	2,10	2,05
Cours de l'action							
Haut (5)	5 %	59,91 \$	59,86 \$	57,07 \$	5 %	59,91 \$	57,07 \$
Bas (5)	15	53,26	53,91	46,36	15	53,26	46,36
À la clôture	9	59,80	55,30	54,97	9	59,80	54,97
Dividendes par action	13	0,43	0,40	0,38	12	0,83	0,74
Valeur comptable par action – à la fin	6	26,59	26,66	25,13	6	26,59	25,13
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	7	39,6	36,8	37,0	7	39,6	37,0
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	812	59 575	59 770	58 763			
Guichets automatiques bancaires	–	4 538	4 488	4 538			
Unités de service							
Au Canada	(9)	1 304	1 306	1 313			
À l'étranger	(25)	771	784	796			

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(4) Selon les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(5) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers intermédiaires consolidés (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens)				
Actif				
Liquidités				
Encaisse et montants à recevoir de banques	2 669 \$	3 001 \$	2 534 \$	1 823 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	19 262	17 359	18 759	17 971
	21 931	20 360	21 293	19 794
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 5 000 \$, 6 340 \$, 6 558 \$ et 4 697 \$)	75 472	70 501	69 457	66 413
Titres destinés à la vente	29 058	29 031	25 896	23 898
	104 530	99 532	95 353	90 311
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 087	37 874	35 831	33 373
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	74 431	73 417	72 842	70 118
Prêts aux particuliers	32 451	31 956	31 956	32 292
Prêts sur cartes de crédit	5 327	5 214	4 914	4 445
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	57 908	60 020	61 811	63 602
	170 117	170 607	171 523	170 457
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 226)	(2 267)	(2 203)	(2 338)
	167 891	168 340	169 320	168 119
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 088	7 292	8 051	8 484
Montants se rapportant aux produits dérivés	37 127	37 300	31 250	21 963
Locaux et matériel	1 570	1 612	1 639	1 570
Écart d'acquisition	4 844	5 095	5 040	4 933
Autres actifs incorporels	654	681	665	595
Autres actifs	15 463	14 140	13 490	12 105
	66 746	66 120	60 135	49 650
	398 185 \$	392 226 \$	381 932 \$	361 247 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Au Canada				
Ne portant pas intérêt	22 652 \$	21 904 \$	23 222 \$	23 205 \$
Portant intérêt	125 504	119 863	119 737	115 920
À l'étranger				
Ne portant pas intérêt	2 744	2 833	2 969	2 640
Portant intérêt	100 666	104 031	99 112	95 986
	251 566	248 631	245 040	237 751
Autres				
Acceptations	7 088	7 292	8 051	8 484
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	23 389	18 923	17 990	17 145
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	22 104	23 387	21 109	22 240
Montants se rapportant aux produits dérivés	37 365	38 433	32 737	23 392
Autres passifs	29 286	27 963	29 821	24 920
	119 232	115 998	109 708	96 181
Débitures subordonnées	6 828	6 885	6 960	7 245
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 475	1 445	1 469	1 466
Capitaux propres				
Capital-actions				
Actions privilégiées	1 472	1 502	1 515	1 668
Actions ordinaires (émises et en circulation : 662 427 105, 666 439 266, 665 257 068 et 673 859 766)	7 012	7 029	6 963	7 012
Surplus d'apport	78	80	76	41
Bénéfices non répartis	11 053	10 910	10 473	10 019
Autres éléments du résultat global cumulés	(531)	(254)	(272)	(136)
	19 084	19 267	18 755	18 604
	398 185 \$	392 226 \$	381 932 \$	361 247 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 486 \$	2 617 \$	2 466 \$	5 103 \$	5 193 \$
Titres du compte de négociation	464	496	467	960	951
Titres destinés à la vente	272	300	287	572	580
Biens achetés en vertu de conventions de revente	184	192	129	376	291
Dépôts à des banques	95	111	107	206	257
	3 501	3 716	3 456	7 217	7 272
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 339	1 433	1 282	2 772	2 803
Autres passifs	373	384	349	757	679
Débitures subordonnées	93	96	102	189	207
	1 805	1 913	1 733	3 718	3 689
Revenu net d'intérêt	1 696	1 803	1 723	3 499	3 583
Provision pour pertes sur créances	211	200	328	411	614
	1 485	1 603	1 395	3 088	2 969
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des activités de négociation	481	544	384	1 025	840
Commissions sur le marché financier	397	400	471	797	976
Commissions de gestion de placements et de services de garde	278	282	299	560	586
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	261	279	250	540	504
Revenus tirés des fonds communs de placement	161	169	183	330	365
Revenus sur cartes	63	73	61	136	133
Revenus tirés des activités hypothécaires	59	70	55	129	128
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	59	67	66	126	133
Revenus tirés des activités d'assurance	84	65	69	149	125
Commissions de crédit	63	63	53	126	114
Revenus tirés de la titrisation	41	34	57	75	89
Gain (perte) sur la vente de valeurs mobilières	48	(26)	13	22	14
Autres	58	141	228	199	368
	2 053	2 161	2 189	4 214	4 375
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 558	1 631	1 529	3 189	3 172
Frais d'occupation	190	194	201	384	389
Matériel	199	184	180	383	366
Communications	193	178	200	371	387
Honoraires	106	113	83	219	186
Amortissement des autres actifs incorporels	20	19	17	39	34
Autres	248	240	309	488	594
	2 514	2 559	2 519	5 073	5 128
Bénéfice net avant impôts	1 024	1 205	1 065	2 229	2 216
Charge d'impôts	304	410	329	714	719
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	720	795	736	1 515	1 497
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	31	28	26	59	53
Bénéfice net	689 \$	767 \$	710 \$	1 456 \$	1 444 \$
Dividendes sur actions privilégiées	22	23	24	45	49
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	667 \$	744 \$	686 \$	1 411 \$	1 395 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	664 634	666 006	673 751	665 331	674 114
Bénéfice par action (en dollars)	1,00 \$	1,12 \$	1,02 \$	2,12 \$	2,07 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	671 991	674 035	680 336	673 023	679 962
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,99 \$	1,10 \$	1,01 \$	2,10 \$	2,05 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens)					
Actions privilégiées					
Solde au début	1 502 \$	1 515 \$	1 675 \$	1 515 \$	1 990 \$
Rachetées aux fins d'annulation	—	—	—	—	(315)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	(30)	(13)	(7)	(43)	(7)
Solde à la fin	1 472	1 502	1 668	1 472	1 668
Actions ordinaires					
Solde au début	7 029	6 963	6 950	6 963	6 926
Émises	37	75	87	112	129
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	—	—	(1)	—	(1)
Achetées aux fins d'annulation	(54)	(9)	(24)	(63)	(42)
Solde à la fin	7 012	7 029	7 012	7 012	7 012
Surplus d'apport					
Solde au début	80	76	37	76	33
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	(2)	—	—	(2)	—
Options sur actions octroyées	—	4	4	4	8
Solde à la fin	78	80	41	78	41
Bénéfices non répartis					
Solde au début	10 910	10 473	9 683	10 473	9 311
Bénéfice net	689	767	710	1 456	1 444
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	(23)	(24)	(45)	(49)
Dividendes sur actions ordinaires	(285)	(267)	(256)	(552)	(500)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(239)	(40)	(94)	(279)	(184)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	—	—	—	—	(3)
Solde à la fin	11 053	10 910	10 019	11 053	10 019
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts connexes					
Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	214	208	70	214	70
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(370)	(68)	(67)	(370)	(67)
Gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(82)	(101)	(122)	(82)	(122)
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	(293)	(293)	(17)	(293)	(17)
Solde à la fin	(531)	(254)	(136)	(531)	(136)
Capitaux propres à la fin	19 084 \$	19 267 \$	18 604 \$	19 084 \$	18 604 \$
Résultat global, déduction faite des impôts connexes					
Bénéfice net	689 \$	767 \$	710 \$	1 456 \$	1 444 \$
Autres éléments du résultat global					
Variation des gains et des pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	6	6	(115)	12	(120)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(785)	(155)	(71)	(940)	(138)
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	483	141	49	624	109
Variation des gains et des pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(6)	12	7	6	12
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	25	14	26	39	56
Résultat global	412 \$	785 \$	606 \$	1 197 \$	1 363 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens)					
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	689 \$	767 \$	710 \$	1 456 \$	1 444 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :					
Provision pour pertes sur créances	211	200	328	411	614
Amortissement	94	96	95	190	193
Amortissement des autres actifs incorporels	20	19	17	39	34
Impôts reportés	72	38	121	110	(85)
Gain à la vente de locaux et de matériel	(3)	(5)	(12)	(8)	(25)
Gain tiré de la titrisation de prêts	(6)	–	(32)	(6)	(32)
Perte (gain) sur la vente de titres destinés à la vente	(48)	26	(13)	(22)	(14)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation :					
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	37	48	(120)	85	(249)
Impôts exigibles	383	(124)	16	259	352
Actifs se rapportant aux produits dérivés	173	(6 050)	4 768	(5 877)	6 679
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(1 068)	5 696	(3 892)	4 628	(6 056)
Titres du compte de négociation	(4 971)	(1 044)	(3 831)	(6 015)	(8 000)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	4 466	933	330	5 399	1 108
Autres	(456)	(2 505)	1 161	(2 961)	1 798
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(407)	(1 905)	(354)	(2 312)	(2 239)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(1 903)	1 400	(3 538)	(503)	(2 247)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(1 101)	937	(2 055)	(164)	(798)
Produit tiré de la titrisation de prêts	308	–	748	308	748
Produit tiré de la vente de titres destinés à la vente	3 760	3 367	4 277	7 127	7 599
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres destinés à la vente	5 632	5 465	5 129	11 097	8 478
Acquisitions de titres destinés à la vente	(8 342)	(11 251)	(7 399)	(19 593)	(17 060)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(54)	(69)	(68)	(123)	(150)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	787	(2 043)	(2 870)	(1 256)	2 497
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition de filiales	–	(194)	–	(194)	–
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(913)	(2 388)	(5 776)	(3 301)	(933)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts au Canada	6 389	(1 192)	(737)	5 197	(1 433)
Variation des dépôts à l'étranger	(3 454)	3 914	2 216	460	3 497
Émission de débentures subordonnées	–	–	–	–	635
Débentures subordonnées rachetées	–	–	(60)	–	(101)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(315)
Frais d'émission	–	–	(1)	–	(4)
Émission d'actions ordinaires	35	71	82	106	110
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(293)	(49)	(118)	(342)	(226)
Dividendes versés	(290)	(289)	(266)	(579)	(542)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(1 283)	2 278	4 828	995	1 376
Variation des emprunts à court terme des filiales	(116)	27	822	(89)	206
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	988	4 760	6 766	5 748	3 203
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(332)	467	636	135	31
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 001	2 534	1 187	2 534	1 792
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	2 669 \$	3 001 \$	1 823 \$	2 669 \$	1 823 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 748 \$	1 948 \$	2 020 \$	3 696 \$	4 361 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	417 \$	759 \$	208 \$	1 176 \$	400 \$

Notes complémentaires (non vérifié)

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis et en fonction des mêmes conventions comptables que celles qui sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (pages 72 à 75 du rapport annuel 2002), sous réserve des renseignements ci-après.

Garanties

En novembre 2002, le Financial Accounting Standards Board (le « FASB ») a publié le bulletin d'interprétation n° 45 (le « FIN 45 »), *Guarantor's Accounting and Disclosure Requirements for Guarantees, Including Indirect Guarantees of Indebtedness of Others*. Ces directives viennent compléter les directives comptables antérieures, et exigent que les sociétés qui agissent à titre de garant présentent des informations plus détaillées à propos de certaines garanties dans leurs états financiers annuels et intermédiaires publiés après le 15 décembre 2002. Le FIN 45 exige que le garant constate, à l'entrée en vigueur de la garantie, un passif correspondant à la juste valeur de son obligation au titre de la garantie accordée. Les exigences de constatation et de mesure initiales du passif s'appliquent sur une base prospective aux garanties établies ou modifiées après le 31 décembre 2002. L'adoption du FIN 45 n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation.

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes du FIN 45. En vertu de ce dernier, une garantie est un contrat (y compris un engagement d'indemnisation) qui peut éventuellement nous obliger à faire un paiement (soit sous forme d'espèces, d'instruments financiers, d'autres actifs, de l'émission de nos actions ou de la prestation de services) à une contrepartie par suite i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, du cours d'un titre ou d'une marchandise, d'un indice ou d'un autre élément qui est lié à un actif, à un passif ou à un titre participatif de la contrepartie, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle par un tiers ou iii) du défaut, par un tiers, de rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente les sommes qui pourraient être versées au titre des garanties en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en nantissement.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties
Facilités de garantie de liquidités	21 496 \$
Dérivés de crédit / options vendues (1)	11 008
Lettres de crédit de soutien financier	10 017
Rehaussements de crédit	4 379
Garanties d'exécution	3 392
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	824
Acquisition d'entreprises	65

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités dans le cadre de programmes de papier commercial adossés à des créances mobilières (« les programmes ») administrés par nous et par des tiers, à titre de source de financement de rechange advenant le cas où lesdits programmes ne soient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures détiennent ne sont pas respectées. La durée des facilités de liquidité peut atteindre un an. Les modalités des facilités de garantie de liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds aux programmes en cas de faillite ni pour acheter des actifs non productifs ou non remboursés. Aucune des facilités de garantie de liquidités que nous avons fournies n'a été utilisée. La valeur comptable constatée au bilan consolidé au titre de ces facilités s'établissait à 1,7 million de dollars au 30 avril 2003.

Nos clients peuvent utiliser des dérivés de crédit ou des options vendues aux fins de spéculation ou de couverture. La définition de « garantie » fournie par le FIN 45 inclut les dérivés qui peuvent éventuellement nous obliger à faire un paiement à la contrepartie d'une garantie par suite de la variation d'un élément sous-jacent se rapportant à un actif, à un passif ou à un titre participatif de la contrepartie. Nous n'avons présenté que les montants liés à des opérations pour lesquelles il est probable, en fonction des renseignements dont nous disposons, que le client utilise le dérivé de crédit ou l'option vendue pour se protéger contre une variation d'un élément sous-jacent se rapportant à un actif, à un passif ou à un titre participatif du client. Nous utilisons des dérivés de crédit qui constituent des ententes contractuelles de gré à gré visant la compensation d'un acheteur (une société ou une entité gouvernementale) dans le cas où ce dernier subirait une perte financière par suite d'un événement de crédit se rapportant à un engagement précis, comme une obligation ou un prêt. La durée à l'échéance de ces dérivés de crédit varie selon les contrats, et peut atteindre dix ans. Nous utilisons également des options vendues, qui sont des ententes contractuelles en vertu desquelles nous accordons à l'acheteur (une société ou une entité gouvernementale) le droit, mais ne lui imposons pas l'obligation, de vendre, à une

date déterminée ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Les options vendues qui répondent habituellement à la définition de « garantie » comprennent les contrats de change, les dérivés sur titres de participation et certains dérivés sur marchandises. La durée à l'échéance de ces options varie selon les contrats, et peut atteindre cinq ans. Nous avons constaté un montant de 138 millions de dollars au bilan consolidé relativement aux dérivés de crédit et aux options vendues en cours au 30 avril 2003.

Les lettres de crédit de soutien financier et les garanties d'exécution constituent des engagements irrévocables de notre part d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations envers des tiers. La durée à l'échéance de ces garanties peut atteindre quatre ans. Notre politique en ce qui a trait aux biens donnés en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts. La valeur comptable inclut des montants au titre des produits reportés devant être constatés dans les résultats sur la durée du contrat. La valeur comptable constatée au bilan consolidé au titre de ces garanties s'établissait à 30,4 millions de dollars au 30 avril 2003.

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux structures d'accueil multicédantes que nous administrons visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où le rehaussement de crédit de tiers lié aux portefeuilles d'actifs ne soit pas assez élevé pour empêcher un défaut de paiement en égard à un ou plusieurs de ces portefeuilles. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une cote de titre de bonne qualité au moyen du rehaussement de crédit relatif à chaque opération. La durée de ces facilités de crédit s'établit entre un an et cinq ans. La valeur comptable constatée au bilan consolidé au titre de ces rehaussements de crédit s'établissait à 1,7 million de dollars au 30 avril 2003.

Aux termes de diverses ententes conclues avec des investisseurs, nous pouvons être tenus de racheter des prêts hypothécaires montés aux États-Unis et vendus à un investisseur si les prêts ne sont pas assurés pendant une durée excédant un an; nous pouvons aussi être tenus de rembourser toute prime reçue si les prêts hypothécaires font l'objet d'un remboursement anticipé ou d'un défaut de paiement dans les 120 jours qui suivent la vente. Les prêts hypothécaires sont entièrement garantis par des propriétés résidentielles. Au 30 avril 2003, un montant de 15,6 millions de dollars était constaté au bilan consolidé relativement aux prêts hypothécaires vendus avec droit de recours.

Au mois de juin 2002, nous avons acquis l'actif de la branche de gestion privée de Barclays Bank PLC dans les Amériques. Les actifs ont été acquis en contrepartie d'un montant en espèces initial d'environ 111 millions de dollars US. Une contrepartie additionnelle de 45 millions de dollars US, conditionnelle au volume d'affaires conservé, pourrait devoir être versée au cours de l'année suivant l'acquisition. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé relativement à cette contrepartie conditionnelle.

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes d'indemnisation (lesquelles comportent souvent des modalités types) avec nos contreparties dans le cadre d'ententes telles que les contrats d'acquisition, de vente, de prestation de services et de location, ainsi que les contrats signés avec des dirigeants ou des administrateurs. Ces ententes d'indemnisation pourraient exiger que nous compensions la contrepartie pour des coûts engagés en raison d'une modification des lois et des règlements (y compris les lois fiscales) ou de poursuites ou de sanctions légales dont la contrepartie ferait l'objet par suite de l'opération. Les modalités des ententes d'indemnisation varient d'un contrat à l'autre. La nature de ces ententes d'indemnisation nous empêche d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. Dans le passé, nous n'avons jamais eu à verser un montant important en vertu de telles ententes. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre de ces ententes d'indemnisation.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de l'ensemble des filiales, après élimination des opérations et soldes intersociétés. En vertu du FIN 46, discuté plus en détail ci-après, nous consolidons également les entités ad hoc créées après le 31 janvier 2003 lorsque nous en sommes le principal bénéficiaire.

Consolidation des entités ad hoc

Le 17 janvier 2003, le FASB a publié le bulletin d'interprétation n° 46 (le « FIN 46 »), *Consolidation of Variable Interest Entities*. Ce bulletin précise l'application de l'Accounting Research Bulletin n° 51, intitulé *Consolidated Financial Statements*, aux entités ad hoc dans lesquelles les investisseurs ne détiennent pas une « participation financière majoritaire » ou dont les titres de participation à risque ne sont pas suffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités sans le soutien financier subordonné supplémentaire d'autres parties. Le FIN 46 exige la consolidation d'une entité ad hoc par son « principal bénéficiaire »; celui-ci est défini comme la partie qui obtient les principaux bénéfices résiduels ou assume les risques de perte découlant des activités de l'entité ad hoc. Le bulletin d'interprétation s'applique avec prise d'effet immédiate à toutes les entités ad hoc créées après le 31 janvier 2003, et à compter du début de la première période de déclaration intermédiaire ou annuelle ouverte après le 15 juin 2003 dans le cas des entités ad hoc créées avant le 1^{er} février 2003.

En ce qui concerne les entités ad hoc, notre évaluation initiale de l'application du FIN 46 a déterminé ce qui suit :

Titrisation des actifs financiers des clients

Nous administrons des programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières offerts par des fonds multicédants, qui achètent des actifs financiers aux clients (dont le montant totalisait 23 milliards de dollars au 30 avril 2003) et financent ces achats en émettant du papier commercial adossé à des créances mobilières. Le papier commercial des fonds multicédants est sans garantie (sauf lorsque nous sommes partie à des facilités de liquidité ou à des rehaussements de crédit), et nous n'avons aucun droit sur les actifs détenus par les fonds multicédants. Les clients utilisent les fonds multicédants pour diversifier leurs sources de financement ou réduire le coût de financement. Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux fonds multicédants, pour des montants de 22 milliards de dollars et de 4 milliards, respectivement, au 30 avril 2003. Ces montants sont inclus dans les données présentées plus haut à l'égard des garanties, et représentent la perte maximale que nous pourrions subir. Il est raisonnablement possible que nous devions consolider ces montants si les modalités existantes des ententes liées aux fonds multicédants ne sont pas modifiées avant la date de prise d'effet du FIN 46. Nous étudions actuellement différentes possibilités de restructuration relativement à ces fonds multicédants.

Gestion des actifs

Nous agissons à titre de gestionnaire de garanties pour plusieurs fonds multicédants d'obligations garanties par des créances, qui investissent dans des prêts à terme avec levier financier consentis par la Banque, dans des obligations à rendement élevé et dans du crédit mezzanine aux entreprises. Au 30 avril 2003, le capital nominal de ces fonds multicédants d'obligations garanties par des créances que nous gérons se chiffrait à 988 millions de dollars US. Au 30 avril 2003, nous avons une participation de 9,5 millions de dollars US (représentant la perte maximale que nous pourrions subir) dans la tranche « premier risque » d'un fonds multicédant d'obligations garanties par des créances dont les actifs s'élèvent à 300 millions de dollars US; nous avons consolidé ce fonds. Nous procédons actuellement à l'évaluation de tous nos fonds multicédants d'obligations garanties par des créances, et en particulier notre capacité de prise de décision à titre de gestionnaire de garanties, et il se pourrait que nous nous avérions être le principal bénéficiaire en vertu du FIN 46.

Création de produits de placement

Nous offrons des services de réorganisation d'entités ad hoc qui ont habituellement pour effet de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, pour répartir le risque de crédit et créer des produits de crédit uniques qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Nous pouvons conclure des contrats sur produits dérivés avec ces entités afin de modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents, et de répondre ainsi aux besoins de nos clients. Nous transférons des actifs à ces entités à titre de garantie pour les effets émis, qui ne répondent pas aux critères de la norme FAS 140 pour la comptabilisation comme une vente. Par conséquent, au 30 avril 2003, nous avons inscrit au bilan consolidé un montant de 1 188 millions de dollars au titre de ces actifs. Nous conservons tous les avantages et assumons tous les risques économiques liés à ces actifs. Nous détenons pour un montant de 340 millions de dollars, au 30 avril 2003, d'effets émis par ces entités. Il est raisonnablement possible que nous devions consolider certaines de ces structures d'accueil.

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

	Tel que déclaré					Données pro forma				
	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le		Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
Bénéfice net	689 \$	767 \$	710 \$	1 456 \$	1 444 \$	676 \$	757 \$	684 \$	1 433 \$	1 411 \$
Bénéfice par action	1,00	1,12	1,02	2,12	2,07	0,98	1,10	0,98	2,09	2,02
Bénéfice dilué par action	0,99	1,10	1,01	2,10	2,05	0,98	1,09	0,97	2,07	2,01

Modifications comptables futures

Le FASB a récemment publié la norme FAS 149, intitulée *Amendment of Statement 133 on Derivative Instruments and Hedging Activities*, ainsi que la norme FAS 150, intitulée *Accounting for Certain Financial Instruments with Characteristics of Both Liabilities and Equity*. La norme FAS 149 s'applique aux contrats conclus ou modifiés après le 30 juin 2003 et aux relations de couverture désignées après cette date, sauf dans certaines circonstances. La norme FAS 150 s'applique aux instruments financiers conclus ou modifiés après le 31 mai 2003 et, de façon générale, entre en vigueur au début de la première période intermédiaire ouverte après le 15 juin 2003. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes comptables.

Note 2 Titrisations

Au cours du trimestre, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,3 milliard de dollars par la création de titres hypothécaires. Nous avons initialement vendu pour 310 millions de dollars de tels titres. Nous avons reçu un produit net en espèces de 308 millions de dollars et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 8 millions sur les prêts hypothécaires. Un gain avant impôts de 6 millions de dollars sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres destinés à la vente.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise de structures d'accueil, auxquelles nous vendons des titres hypothécaires. Nous ne prévoyons pas avoir à consolider ces structures d'accueil en vertu du FIN 46, soit parce que nous répondons aux critères d'exonération établis dans le FIN 46, soit parce que nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire. (Se reporter à la note 2 pour l'information relative à nos activités de titrisation de ce trimestre.)

Fonds communs de placement

Nous sommes le promoteur de plusieurs fonds communs de placement dans lesquels investissent nos clients; au 30 avril 2003, l'actif de ces fonds se chiffrait à 56 milliards de dollars. Il peut arriver que nous fournissions le capital initial de ces fonds, et nous tirons des honoraires (basés sur la valeur de l'actif) de notre participation aux activités courantes de gestion et d'administration de ces fonds. Nous ne garantissons ni le capital, ni le rendement de ces fonds aux investisseurs. Nous avons amorcé une revue exhaustive de ces activités afin d'évaluer l'incidence du FIN 46.

Structures de rémunération

Nous offrons à certains employés des régimes de rémunération à base d'actions, dont certains sont financés par l'intermédiaire de fiducies. Ces fiducies détiennent nos actions ordinaires jusqu'à ce qu'elles soient acquises et distribuées aux employés; nous pouvons détenir des droits variables à cet égard, principalement en raison des actions qui sont déçues ou qui ne sont pas acquises. En outre, nous offrons à certains employés des occasions de co-investissement dans des portefeuilles de placement, principalement comme stratégie de rétention du personnel. Il arrive que nous consentions des prêts aux employés pour leur permettre de profiter de ces occasions de co-investissement, et ces prêts sont parfois consentis sans garantie. Les structures de co-investissement avaient un actif totalisant 207 millions de dollars au 30 avril 2003, et notre risque de perte maximal à leur égard s'établissait à 68 millions. Il est raisonnablement possible que certaines de ces entités s'avèrent être des entités ad hoc et que nous ayons à les consolider en vertu du FIN 46, si elles ne peuvent être restructurées adéquatement.

Nous sommes liés à divers titres (par exemple, à titre de prêteur, de contrepartie à des dérivés, d'investisseur, de gérant ou de fiduciaire) à de nombreuses autres entités qui pourraient s'avérer être des entités ad hoc. Ces entités comprennent celles mises en place par des clients ou en leur nom aux fins d'activités de financement structuré, de titrisation ou autres. Nous avons amorcé une revue exhaustive de ces activités afin d'évaluer l'incidence du FIN 46.

Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée dans la norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Cela a donné lieu à la constatation, ce trimestre, d'une charge de rémunération supplémentaire de 1,4 million de dollars au titre des options sur actions octroyées au cours du présent exercice. Nous avons déterminé la juste valeur de ces options, à savoir 11,60 \$, à l'aide d'un modèle d'évaluation des options fondé sur les hypothèses suivantes : i) taux d'intérêt hors risque de 4,61 %; ii) durée prévue de l'option de six ans; iii) taux de volatilité prévu de 20 %; iv) taux de dividendes prévu de 2,95 %.

Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

Note 3 Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 28 février 2003, nous avons annoncé notre intention de racheter, en contrepartie d'espèces, la totalité des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série J, d'un montant de 300 millions de dollars, et des actions privilégiées de premier rang (en dollars US) à dividende non cumulatif de série K, d'un montant de 250 millions de dollars US, émises et en circulation. Le rachat aura lieu le 26 mai 2003.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 5 073 837 actions ordinaires dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen de 57,63 \$. Depuis l'entrée en vigueur de l'offre publique de rachat, en juin 2002, nous avons racheté 15 777 737 actions ordinaires au prix moyen de 54,25 \$.

Note 4 Éventualités

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date où elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US (plus les intérêts courus), conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap. Les procédures intentées

dans l'État de New York et celles entamées auprès de la Haute Cour de Londres se poursuivent. La direction s'attend à recouvrir la totalité du montant en question et, par conséquent, n'a pas constitué de provision pour pertes à cet égard.

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important.

a transféré ses activités de réassurance existantes, y compris tous les actifs et passifs connexes, à une société affiliée, et ces activités demeurent la propriété de Generali Group. Les biens acquis se composent d'un bloc d'environ 135 000 polices d'assurance-vie et contrats de rente traditionnels en vigueur, ainsi que d'un réseau de distribution de produits d'assurance à capital variable. Dans le cadre d'une opération connexe, RBC Dain Rauscher a procédé à l'acquisition de Jones & Babson Inc., la société de fonds communs de placement de BMA. Les résultats de ces acquisitions seront présentés dans nos états financiers consolidés à compter du 1^{er} mai 2003.

Le prix d'achat des acquisitions, qui inclut les charges directes, s'est chiffré à quelque 210 millions de dollars US et sera comptabilisé selon la méthode de l'acquisition. Nous ne prévoyons pas que l'acquisition de BMA donnera lieu à un écart d'acquisition important. RBC Dain Rauscher comptabilisera un écart d'acquisition totalisant environ 13 millions de dollars US au titre de l'acquisition de Jones & Babson Inc.

Note 5 Événement postérieur à la clôture

Acquisition de Business Men's Assurance Company of America

Le 1^{er} mai 2003, RBC Assurances a acquis les actions ordinaires en circulation de Business Men's Assurance Company of America (« BMA ») détenues par Generali Group, un assureur ayant son siège à Trieste, en Italie. Juste avant l'acquisition, BMA

Note 6 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique (1)

a) Résultats trimestriels par secteur d'exploitation

	RBC Banque			RBC Assurances			RBC Investissements			RBC Marchés des Capitaux		
	T2	T1	T2	T2	T1	T2	T2	T1	T2	T2	T1	T2
	03	03	02	03	03	02	03	03	02	03	03	02
Revenu net d'intérêt	1 352 \$	1 394 \$	1 339 \$	58 \$	67 \$	53 \$	107 \$	116 \$	86 \$	103 \$	109 \$	141 \$
Revenus autres que d'intérêt	516	565	517	96	88	84	721	768	833	515	578	523
Revenus bruts	1 868	1 959	1 856	154	155	137	828	884	919	618	687	664
Provision pour pertes sur créances	158	130	158	-	-	-	-	-	(1)	58	77	175
Frais autres que d'intérêt	1 153	1 178	1 108	98	101	93	731	725	813	394	426	388
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	208	239	228	-	-	(4)	28	55	29	69	68	6
Bénéfice net	349 \$	412 \$	362 \$	56 \$	54 \$	48 \$	69 \$	104 \$	78 \$	97 \$	116 \$	95 \$

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T2	T1	T2	T2	T1	T2	T2	T1	T2
	03	03	02	03	03	02	03	03	02
Revenu net d'intérêt	36 \$	45 \$	33 \$	40 \$	72 \$	71 \$	1 696 \$	1 803 \$	1 723 \$
Revenus autres que d'intérêt	162	167	166	43	(5)	66	2 053	2 161	2 189
Revenus bruts	198	212	199	83	67	137	3 749	3 964	3 912
Provision pour pertes sur créances	2	-	3	(7)	(7)	(7)	211	200	328
Frais autres que d'intérêt	143	144	137	(5)	(15)	(20)	2 514	2 559	2 519
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	16	20	19	14	56	77	335	438	355
Bénéfice net	37 \$	48 \$	40 \$	81 \$	33 \$	87 \$	689 \$	767 \$	710 \$

b) Résultats trimestriels par secteur géographique

	30 avril 2003				31 janvier 2003				30 avril 2002			
	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
	Revenu net d'intérêt	1 279 \$	333 \$	84 \$	1 696 \$	1 404 \$	347 \$	52 \$	1 803 \$	1 332 \$	297 \$	94 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 057	687	309	2 053	1 028	780	353	2 161	1 203	729	257	2 189
Revenus bruts	2 336	1 020	393	3 749	2 432	1 127	405	3 964	2 535	1 026	351	3 912
Provision pour pertes sur créances	181	13	17	211	103	41	56	200	151	152	25	328
Frais autres que d'intérêt	1 442	867	205	2 514	1 428	911	220	2 559	1 425	892	202	2 519
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	262	55	18	335	363	66	9	438	371	(24)	8	355
Bénéfice net	451 \$	85 \$	153 \$	689 \$	538 \$	109 \$	120 \$	767 \$	588 \$	6 \$	116 \$	710 \$

(1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions, ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.

(2) Pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, les résultats du secteur États-Unis comprennent un bénéfice net de 58 millions de dollars tiré de nos acquisitions aux États-Unis (notamment RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty).

c) Résultats semestriels par secteur d'exploitation

	RBC Banque		RBC Assurances		RBC Investissements		RBC Marchés des Capitaux	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt	2 746 \$	2 766 \$	125 \$	104 \$	223 \$	184 \$	212 \$	319 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 081	1 061	184	165	1 489	1 686	1 093	1 066
Revenus bruts	3 827	3 827	309	269	1 712	1 870	1 305	1 385
Provision pour pertes sur créances	288	359	-	-	-	(2)	135	272
Frais autres que d'intérêt	2 331	2 250	199	187	1 456	1 641	820	806
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	447	467	-	(8)	83	65	137	66
Bénéfice net	761 \$	751 \$	110 \$	90 \$	173 \$	166 \$	213 \$	241 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt	81 \$	67 \$	112 \$	143 \$	3 499 \$	3 583 \$
Revenus autres que d'intérêt	329	326	38	71	4 214	4 375
Revenus bruts	410	393	150	214	7 713	7 958
Provision pour pertes sur créances	2	5	(14)	(20)	411	614
Frais autres que d'intérêt	287	271	(20)	(27)	5 073	5 128
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	36	37	70	145	773	772
Bénéfice net	85 \$	80 \$	114 \$	116 \$	1 456 \$	1 444 \$

d) Résultats semestriels par secteur géographique

	30 avril 2003				30 avril 2002			
	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	2 683 \$	680 \$	136 \$	3 499 \$	2 754 \$	590 \$	239 \$	3 583 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 085	1 467	662	4 214	2 319	1 536	520	4 375
Revenus bruts	4 768	2 140	798	7 713	5 073	2 126	759	7 958
Provision pour pertes sur créances	284	54	73	411	303	283	28	614
Frais autres que d'intérêt	2 870	1 778	425	5 073	2 893	1 831	404	5 128
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	625	121	27	773	763	(27)	36	772
Bénéfice net	989 \$	194 \$	273 \$	1 456 \$	1 114 \$	39 \$	291 \$	1 444 \$

- (1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions, ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.
- (2) Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, les résultats du secteur États-Unis comprennent un bénéfice net de 139 millions de dollars tiré de nos acquisitions aux États-Unis (notamment RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty).

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)**Prêts à intérêts non comptabilisés** (2)

	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts à intérêts non comptabilisés					
Prêts hypothécaires résidentiels	132 \$	132 \$	131 \$	149 \$	154 \$
Prêts aux particuliers	273	293	306	310	317
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 758	1 949	1 851	1 912	2 058
Total	2 163 \$	2 374 \$	2 288 \$	2 371 \$	2 529 \$
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts et des acceptations connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,18 %	0,18 %	0,18 %	0,21 %	0,22 %
Prêts aux particuliers	0,84 %	0,92 %	0,96 %	0,96 %	0,98 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	2,70 %	2,90 %	2,65 %	2,67 %	2,85 %
Total	1,22 %	1,33 %	1,27 %	1,32 %	1,41 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Provision cumulative au début	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$	2 314 \$	2 392 \$
Provision pour pertes sur créances	211	200	328	411	614
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(2)	(1)	(3)	(3)	(6)
Prêts aux particuliers	(114)	(80)	(109)	(194)	(216)
Prêts sur cartes de crédit	(51)	(43)	(44)	(94)	(89)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(102)	(62)	(232)	(164)	(357)
	(269)	(186)	(388)	(455)	(668)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	16	17	19	33	35
Prêts sur cartes de crédit	8	9	9	17	19
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	17	20	14	37	34
	41	46	42	87	88
Radiations nettes	(228)	(140)	(346)	(368)	(580)
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	—	8	—	8	—
Ajustements	(24)	(6)	11	(30)	26
Provision cumulative à la fin	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 335 \$	2 452 \$
Radiations nettes (en excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,53 %	0,31 %	0,80 %	0,42 %	0,66 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,53 %	0,31 %	0,80 %	0,42 %	0,66 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	37 \$	40 \$	47 \$	37 \$	47 \$
Prêts aux particuliers	450	467	475	450	475
Prêts sur cartes de crédit	152	152	152	152	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 453	1 469	1 541	1 453	1 541
Provision cumulative attribuée	2 092	2 128	2 215	2 092	2 215
Provision cumulative non attribuée	243	248	237	243	237
Total	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 335 \$	2 452 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions spécifiques attribuées	922 \$	954 \$	1 010 \$	922 \$	1 010 \$
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	—	—	30	—	30
Provision générale attribuée	1 170	1 174	1 175	1 170	1 175
Total de la provision cumulative attribuée	2 092	2 128	2 215	2 092	2 215
Provision cumulative non attribuée	243	248	237	243	237
Total	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 335 \$	2 452 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	2 226 \$	2 267 \$	2 338 \$	2 226 \$	2 338 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	109	109	109	109	109
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôt	—	—	5	—	5
Total	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 335 \$	2 452 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts et des acceptations	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,0 %	1,1 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	103 %	95 %	93 %	103 %	93 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Les prêts à intérêts non comptabilisés sont présentés à leurs montants bruts.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 30 avril 2002	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le		
		30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	Variation par rapport au 30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	(3)%	1 691 \$	1 790 \$	1 737 \$	(3)%	3 481 \$	3 595 \$
Autres produits	(3)	2 123	2 247	2 192	(1)	4 370	4 415
Revenus bruts	(3)	3 814	4 037	3 929	(2)	7 851	8 010
Provision pour pertes sur créances	(36)	211	200	328	(33)	411	614
Frais autres que d'intérêt	(1)	2 560	2 610	2 583	(1)	5 170	5 239
Bénéfice net	3	697	779	677	6	1 476	1 399
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	(30)p.b.	15,7 %	17,1 %	16,0 %	(10)p.b.	16,4 %	16,5 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	–	167 835 \$	168 275 \$	168 069 \$			
Actif	10 %	392 088	389 804	356 317			
Dépôts	6	251 155	248 173	235 878			
Déventures subordonnées	(8)	6 474	6 571	7 025			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	4	17 575	17 743	16 872			
Ratios de capital (3)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	60 p.b.	10,6 %	10,6 %	10,0 %			
Ratio du capital de première catégorie	60	9,6 %	9,4 %	9,0 %			
Ratio du capital total	20	12,8 %	12,7 %	12,6 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers)							
À la fin	(2)%	662 427	666 439	673 860	(2)%	662 427	673 860
Moyenne (de base)	(1)	664 634	666 006	673 751	(1)	665 331	674 114
Moyenne (dilué)	(1)	671 398	673 400	678 751	(1)	672 409	679 240
Bénéfice par action							
De base	4 %	1,01 \$	1,14 \$	0,97 \$	8 %	2,15 \$	2,00 \$
Dilué	4	1,00	1,12	0,96	7	2,13	1,99
Cours de l'action							
Haut (4)	5 %	59,91 \$	59,86 \$	57,07 \$	5 %	59,91 \$	57,07 \$
Bas (4)	15	53,26	53,91	46,36	15	53,26	46,36
À la clôture	9	59,80	55,30	54,97	9	59,80	54,97
Dividendes par action	13	0,43	0,40	0,38	12	0,83	0,74
Valeur comptable par action – à la fin	6	26,53	26,62	25,04	6	26,53	25,04
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	7	39,6	36,8	37,0	7	39,6	37,0
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	812	59 575	59 770	58 763			
Guichets automatiques bancaires	–	4 538	4 488	4 538			
Unités de service							
Au Canada	(9)	1 304	1 306	1 313			
À l'étranger	(25)	771	784	796			

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(4) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers intermédiaires consolidés (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	30 avril 2002
(en millions de dollars)				
Actif				
Liquidités				
Encaisse et montants à recevoir de banques	2 669 \$	3 001 \$	2 534 \$	1 823 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	19 291	17 387	18 789	17 991
	21 960	20 388	21 323	19 814
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 5 000 \$, 6 340 \$, 6 558 \$ et 4 697 \$)	75 797	71 696	68 328	64 235
Titres du compte de placement	28 297	28 288	25 078	23 319
Titres de substitut de prêt	382	372	394	417
	104 476	100 356	93 800	87 971
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 087	37 874	35 831	33 373
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	74 429	73 415	72 840	70 116
Prêts aux particuliers	32 451	31 956	31 956	32 292
Prêts sur cartes de crédit	5 327	5 214	4 914	4 445
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	57 854	59 957	61 751	63 554
	170 061	170 542	171 461	170 407
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 226)	(2 267)	(2 203)	(2 338)
	167 835	168 275	169 258	168 069
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 088	7 292	8 051	8 484
Montants se rapportant aux produits dérivés	36 084	36 716	30 258	20 965
Locaux et matériel	1 583	1 627	1 653	1 581
Écart d'acquisition	4 808	5 059	5 004	4 900
Autres actifs incorporels	654	681	665	595
Autres actifs	10 513	11 536	11 113	10 565
	60 730	62 911	56 744	47 090
	392 088 \$	389 804 \$	376 956 \$	356 317 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	105 845 \$	105 293 \$	101 892 \$	99 990 \$
Entreprises et gouvernements	122 638	114 894	119 591	115 290
Banques	22 672	27 986	22 003	20 598
	251 155	248 173	243 486	235 878
Autres				
Acceptations	7 088	7 292	8 051	8 484
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	22 254	19 489	19 110	16 360
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	22 104	23 387	21 109	22 240
Montants se rapportant aux produits dérivés	36 795	38 099	32 137	22 806
Autres passifs	25 666	26 073	26 197	23 487
	113 907	114 340	106 604	93 377
Débitures subordonnées	6 474	6 571	6 614	7 025
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 475	1 445	1 469	1 466
Capitaux propres				
Capital-actions				
Actions privilégiées	1 502	1 532	1 545	1 699
Actions ordinaires (émises et en circulation : 662 427 105, 666 439 266, 665 257 068 et 673 859 766)	7 030	7 046	6 979	7 027
Surplus d'apport	80	81	78	41
Bénéfices non répartis	10 465	10 616	10 181	9 804
	19 077	19 275	18 783	18 571
	392 088 \$	389 804 \$	376 956 \$	356 317 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 486 \$	2 617 \$	2 466 \$	5 103 \$	5 193 \$
Valeurs mobilières	736	796	754	1 532	1 531
Biens achetés en vertu de conventions de revente	184	192	129	376	291
Dépôts à des banques	95	112	107	207	257
	3 501	3 717	3 456	7 218	7 272
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 339	1 433	1 282	2 772	2 803
Autres passifs	378	398	335	776	667
Débitures subordonnées	93	96	102	189	207
	1 810	1 927	1 719	3 737	3 677
Revenu net d'intérêt	1 691	1 790	1 737	3 481	3 595
Provision pour pertes sur créances	211	200	328	411	614
	1 480	1 590	1 409	3 070	2 981
Autres produits					
Revenus tirés des activités de négociation	481	544	384	1 025	840
Commissions sur le marché financier	397	400	471	797	976
Commissions de gestion de placements et de services de garde	278	282	299	560	586
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	261	279	250	540	504
Revenus tirés des fonds communs de placement	161	169	183	330	365
Revenus sur cartes	113	124	109	237	230
Revenus tirés des activités d'assurance	95	76	54	171	121
Revenus tirés des activités hypothécaires	78	69	53	147	126
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	59	67	69	126	138
Commissions de crédit	63	63	53	126	114
Revenus tirés de la titrisation	41	34	58	75	91
Gain (perte) sur la vente de valeurs mobilières	42	(10)	14	32	11
Autres	54	150	195	204	313
	2 123	2 247	2 192	4 370	4 415
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 574	1 641	1 566	3 215	3 220
Frais d'occupation	192	196	203	388	393
Matériel	218	201	195	419	399
Communications	196	180	203	376	393
Honoraires	106	113	83	219	186
Amortissement des autres actifs incorporels	20	19	17	39	34
Autres	254	260	316	514	614
	2 560	2 610	2 583	5 170	5 239
Bénéfice net avant impôts	1 043	1 227	1 018	2 270	2 157
Charge d'impôts	315	420	315	735	705
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	728	807	703	1 535	1 452
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	31	28	26	59	53
Bénéfice net	697 \$	779 \$	677 \$	1 476 \$	1 399 \$
Dividendes sur actions privilégiées	22	23	24	45	49
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	675 \$	756 \$	653 \$	1 431 \$	1 350 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	664 634	666 006	673 751	665 331	674 114
Bénéfice par action (en dollars)	1,01 \$	1,14 \$	0,97 \$	2,15 \$	2,00 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	671 398	673 400	678 751	672 409	679 240
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,00 \$	1,12 \$	0,96 \$	2,13 \$	1,99 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
Actions privilégiées					
Solde au début	1 532 \$	1 545 \$	1 706 \$	1 545 \$	2 024 \$
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(318)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	(30)	(13)	(7)	(43)	(7)
Solde à la fin	1 502	1 532	1 699	1 502	1 699
Actions ordinaires					
Solde au début	7 046	6 979	6 964	6 979	6 940
Émises	38	76	87	114	129
Achetées aux fins d'annulation	(54)	(9)	(24)	(63)	(42)
Solde à la fin	7 030	7 046	7 027	7 030	7 027
Surplus d'apport					
Solde au début	81	78	37	78	33
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	(1)	(1)	–	(2)	–
Options sur actions octroyées	–	4	4	4	8
Solde à la fin	80	81	41	80	41
Bénéfices non répartis					
Solde au début	10 616	10 181	9 524	10 181	9 168
Bénéfice net	697	779	677	1 476	1 399
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	(23)	(24)	(45)	(49)
Dividendes sur actions ordinaires	(285)	(267)	(256)	(552)	(500)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(239)	(40)	(94)	(279)	(184)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	–	–	(1)	–	(1)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(785)	(155)	(71)	(940)	(138)
Incidence des opérations de couverture liées aux gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des impôts connexes	483	141	49	624	109
Solde à la fin	10 465	10 616	9 804	10 465	9 804
Capitaux propres à la fin	19 077 \$	19 275 \$	18 571 \$	19 077 \$	18 571 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	697 \$	779 \$	677 \$	1 476 \$	1 399 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :					
Provision pour pertes sur créances	211	200	328	411	614
Amortissement	100	101	96	201	194
Amortissement des autres actifs incorporels	20	19	17	39	34
Impôts reportés	57	45	132	102	(56)
Gain à la vente de locaux et de matériel	(3)	(5)	(12)	(8)	(25)
Gain tiré de la titrisation de prêts	(6)	–	(32)	(6)	(32)
Perte (gain) sur la vente de titres du compte de placement	(42)	10	(14)	(32)	(11)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation :					
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	42	11	(196)	53	(299)
Impôts exigibles	383	(124)	16	259	352
Actifs se rapportant aux produits dérivés	632	(6 458)	4 541	(5 826)	6 275
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(1 304)	5 962	(3 590)	4 658	(5 840)
Titres du compte de négociation	(4 101)	(3 368)	(3 498)	(7 469)	(6 043)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	2 765	379	(597)	3 144	(83)
Autres	107	(514)	1 689	(407)	876
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(442)	(2 963)	(443)	(3 405)	(2 645)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(1 904)	1 402	(3 543)	(502)	(2 248)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(1 110)	940	(2 058)	(170)	(537)
Produit tiré de la titrisation de prêts	308	–	748	308	748
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	3 576	3 371	4 278	6 947	7 573
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	5 632	5 455	5 129	11 087	8 478
Acquisitions de titres du compte de placement	(8 146)	(11 304)	(7 530)	(19 450)	(17 268)
Variation des titres de substitut de prêt	(10)	22	(2)	12	21
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(58)	(75)	(74)	(133)	(158)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	787	(2 043)	(2 870)	(1 256)	2 497
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition de filiales	–	(194)	–	(194)	–
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(925)	(2 426)	(5 922)	(3 351)	(894)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	2 982	3 818	1 714	6 800	2 431
Émission de débentures subordonnées	–	–	–	–	635
Débentures subordonnées rachetées	–	–	(60)	–	(101)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(318)
Frais d'émission	–	–	(1)	–	(1)
Émission d'actions ordinaires	35	71	82	106	110
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(293)	(49)	(118)	(342)	(226)
Dividendes versés	(290)	(289)	(266)	(579)	(542)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(1 283)	2 278	4 828	995	1 376
Variation des emprunts à court terme des filiales	(116)	27	822	(89)	206
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 035	5 856	7 001	6 891	3 570
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(332)	467	636	135	31
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 001	2 534	1 187	2 534	1 792
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	2 669 \$	3 001 \$	1 823 \$	2 669 \$	1 823 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 748 \$	1 948 \$	2 020 \$	3 696 \$	4 361 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	417 \$	759 \$	208 \$	1 176 \$	400 \$

Notes complémentaires (non vérifié)

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et en fonction des mêmes conventions comptables que celles qui sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (pages 72A à 75A du rapport annuel 2002), sous réserve des renseignements ci-après.

Relations de couverture

Nous avons adopté par anticipation la note d'orientation concernant la comptabilité n°13 (la « NOC-13 », « Relations de couverture », soit à partir du 1^{er} novembre 2002. Des informations détaillées sur cette norme sont présentées à la page 75A de notre rapport annuel 2002. Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture en vertu de la NOC-13 ont été inscrits à leur juste valeur au bilan le 1^{er} novembre 2002, augmentant ainsi l'actif de 428 millions de dollars et le passif de 395 millions. Le gain de transition de 33 millions de dollars qui en a découlé est constaté aux résultats de la même manière que les éléments couverts connexes.

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

	Tel que déclaré					Données pro forma				
	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le		Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
Bénéfice net	697 \$	779 \$	677 \$	1 476 \$	1 399 \$	688 \$	770 \$	670 \$	1 458 \$	1 384 \$
Bénéfice par action	1,01	1,14	0,97	2,15	2,00	1,00	1,12	0,96	2,12	1,98
Bénéfice dilué par action	1,00	1,12	0,96	2,13	1,99	0,99	1,11	0,95	2,11	1,97

Garanties

En janvier 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n°14, « Informations à fournir sur les garanties » (la « NOC-14 »), qui clarifie les informations à fournir eu égard à certaines garanties. Cette norme s'applique aux états financiers des périodes intermédiaires et exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2003. L'adoption de la NOC-14 n'a pas une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation.

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la NOC-14. En vertu de cette dernière, une garantie est un contrat (y compris un engagement d'indemnisation) qui peut éventuellement nous obliger à faire un paiement (soit sous forme d'espèces, d'instruments financiers, d'autres actifs, de l'émission de nos actions ou de la prestation de services) à une contrepartie par suite i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, du cours d'un titre ou d'une marchandise, d'un indice ou d'un autre élément qui est lié à un actif, à un passif ou à un titre participatif de la contrepartie, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle par un tiers ou iii) du défaut, par un tiers, de rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente les sommes qui pourraient être versées au titre des garanties en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être versées en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en nantissement.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties
Facilités de garantie de liquidités	21 496 \$
Dérivés de crédit/options vendues (1)	11 008
Lettres de crédit de soutien financier	10 017
Rehaussements de crédit	4 379
Garanties d'exécution	3 392
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	824
Acquisition d'entreprises	65

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières (les « programmes ») administrés par nous et par des tiers, à titre de source de financement de rechange advenant le cas où lesdits programmes ne soient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures détiennent ne sont pas respectées. La durée des facilités de liquidités peut atteindre un an. Les modalités des facilités de garantie de liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds aux programmes en cas de faillite ni pour acheter des actifs non productifs ou non remboursés. Aucune des facilités de garantie de liquidités que nous avons fournies n'a été utilisée.

Nos clients peuvent utiliser des dérivés de crédit ou des options vendues aux fins de spéculation ou de couverture. La définition de « garantie » fournie par la NOC-14 inclut les dérivés qui peuvent éventuellement nous obliger à faire un paiement à une contrepartie à une garantie par suite de la variation d'un élément

Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée dans le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions », eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Cela a donné lieu à la constatation, ce trimestre, d'une charge de rémunération supplémentaire de 1,4 million de dollars au titre des options sur actions octroyées au cours du présent exercice. Nous avons déterminé la juste valeur de ces options, à savoir 11,60 \$, à l'aide d'un modèle d'évaluation des options fondé sur les hypothèses suivantes : i) taux d'intérêt hors risque de 4,61 %; ii) durée prévue de l'option de six ans; iii) taux de volatilité prévu de 20 %; iv) taux de dividendes prévu de 2,95 %.

Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

sous-jacent se rapportant à un actif, à un passif ou à un titre participatif de la contrepartie. Nous n'avons présenté que les montants liés à des opérations pour lesquelles il est probable, en fonction des renseignements dont nous disposons, que le client utilise le dérivé de crédit ou l'option vendue pour se protéger contre une variation d'un élément sous-jacent se rapportant à un actif, à un passif ou à un titre participatif du client. Nous utilisons des dérivés de crédit qui constituent des ententes contractuelles de gré à gré visant la compensation d'un acheteur (une société ou une entité gouvernementale) dans le cas où ce dernier subirait une perte financière par suite d'un événement de crédit se rapportant à un engagement précis, comme une obligation ou un prêt. La durée à l'échéance de ces dérivés de crédit varie selon les contrats, et peut atteindre dix ans. Nous utilisons également des options vendues, qui sont des ententes contractuelles en vertu desquelles nous accordons à l'acheteur (une société ou une entité gouvernementale) le droit, mais ne lui imposons pas l'obligation, de vendre, à une date déterminée ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Les options vendues qui répondent habituellement à la définition de « garantie » comprennent les contrats de change, les dérivés sur titres de participation et certains dérivés sur marchandises. La durée à l'échéance de ces options varie selon les contrats, et peut atteindre cinq ans.

Les lettres de crédit de soutien financier et les garanties d'exécution constituent des engagements irrévocables de notre part d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations envers des tiers. La durée à l'échéance de ces garanties peut atteindre quatre ans. Notre politique en ce qui a trait aux biens donnés en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts.

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux structures d'accueil multicédantes que nous administrons visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où le rehaussement de crédit de tiers lié aux portefeuilles d'actifs ne soit pas assez élevé pour empêcher un défaut de paiement eu égard à un ou plusieurs de ces portefeuilles. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une cote de bonne qualité au moyen du rehaussement de crédit relatif à chaque opération. La durée de ces facilités de crédit s'établit entre un an et cinq ans.

Aux termes de diverses ententes conclues avec des investisseurs, nous pouvons être tenus de racheter des prêts hypothécaires montés aux États-Unis et vendus à un investisseur si le prêt n'est pas assuré pendant une durée excédant un an; nous pouvons aussi être tenus de rembourser toute prime reçue si les prêts hypothécaires font l'objet d'un remboursement anticipé ou d'un défaut de paiement dans les 120 jours qui suivent la vente. Les prêts hypothécaires sont entièrement garantis par des propriétés résidentielles.

Au mois de juin 2002, nous avons acquis l'actif de la branche de gestion privée de Barclays Bank PLC dans les Amériques. Les actifs ont été acquis en contrepartie d'un montant en espèces initial d'environ 111 millions de dollars US. Une contrepartie additionnelle de 45 millions de dollars US, conditionnelle au volume d'affaires conservé, pourrait devoir être versée au cours de l'année suivant l'acquisition.

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes d'indemnisation (lesquelles comportent souvent des modalités types) avec nos contreparties dans le cadre d'ententes telles que les contrats d'acquisition, de vente, de prestation de services et de location, ainsi que les contrats signés avec des dirigeants ou des administrateurs. Ces ententes d'indemnisation pourraient exiger que nous compensions la contrepartie pour des coûts engagés en raison d'une modification des lois et des règlements (y compris les lois fiscales) ou de poursuites ou de sanctions légales dont la contrepartie ferait l'objet par suite de l'opération. Les modalités des ententes

d'indemnisation variant d'un contrat à l'autre. La nature de ces ententes d'indemnisation nous empêche d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. Dans le passé, nous n'avons jamais eu à verser un montant important en vertu de telles ententes.

Modifications comptables futures

Consolidation des entités ad hoc

Le Conseil des normes comptables (le « CNC ») de l'ICCA a approuvé, sous réserve d'un vote écrit, une nouvelle note d'orientation en comptabilité portant sur la consolidation des entités ad hoc dans lesquelles sont détenus des droits variables. La note d'orientation est harmonisée avec le FIN 46 du FASB, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, et elle fournit des directives sur l'application des principes prévus par le chapitre 1590, intitulé « Filiales », à certaines structures d'accueil. En vertu de la nouvelle note d'orientation, les entreprises seront tenues d'identifier les entités ad hoc dans lesquelles elles détiennent un droit, de déterminer si elles sont le principal bénéficiaire de ces entités et, le cas échéant, de consolider ces dernières. Une entité ad hoc dans laquelle sont détenus des droits variables est une entité dont les capitaux propres ne sont pas assez élevés pour permettre à l'entité de financer ses activités sans soutien externe, ou à l'égard de laquelle les investisseurs n'ont pas le contrôle des droits de vote, ne sont pas tenus d'absorber les pertes futures ou ne peuvent pas toucher de rendements futurs. Le principal bénéficiaire est l'entreprise qui absorbera la majorité des pertes de l'entité ad hoc, qui touchera la majorité de ses rendements, ou les deux. Le principal bénéficiaire ou une autre entité détenant un droit variable important dans une entité ad hoc devra fournir des informations qui permettront aux utilisateurs des états financiers de comprendre et d'évaluer ce droit.

La note d'orientation s'appliquera à tous les exercices et à toutes les périodes intermédiaires ouverts à compter du 1^{er} janvier 2004. Le CNC s'attend à ce que la nouvelle note d'orientation soit publiée en juin 2003.

Instruments financiers

Le 31 mars 2003, l'ICCA a publié trois exposés-sondages, intitulés « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation », « Couvertures » et « Résultat étendu ». Bien qu'ils ne soient pas définitifs, ces exposés-sondages devraient principalement comporter les exigences suivantes.

Les titres seront classés comme détenus jusqu'à l'échéance, détenus aux fins de négociation, ou destinés à la vente. Seuls les instruments à échéance fixe que nous prévoyons et pouvons détenir jusqu'à l'échéance seront désignés comme détenus jusqu'à l'échéance. Ces instruments seront comptabilisés au coût non amorti. Outre les titres acquis destinés à être vendus à court terme, tout instrument financier pourra être classé comme détenu aux fins de négociation au moment de sa constatation initiale. Les instruments détenus aux fins de négociation seront comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes réalisés et non réalisés seront portés au bénéfice net. Les titres restants seront désignés comme destinés à la vente. Ces titres seront évalués à la juste valeur, les gains et pertes non réalisés n'étant pas portés au bénéfice net, mais présentés dans un nouveau poste des capitaux propres intitulé « Autres éléments du résultat étendu ».

Les dérivés seront classés comme détenus aux fins de négociation, à moins qu'ils ne soient désignés comme des instruments de couverture. Tous les dérivés seront évalués à la juste valeur. En ce qui concerne les dérivés qui couvrent les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, les variations de la juste valeur des dérivés seront portées au bénéfice net et contrebalancées par les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert découlant du risque couvert. Dans le cas des dérivés utilisés pour couvrir la variation des flux de trésorerie, la tranche efficace des variations de la juste valeur des dérivés sera initialement présentée dans les autres éléments du résultat étendu, et elle sera reclassée par la suite dans le bénéfice net des périodes au cours desquelles la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le bénéfice net.

Le nouveau poste des capitaux propres, intitulé « Autres éléments du résultat étendu », comprendra, outre les éléments dont il est fait mention ci-dessus, les gains et pertes de change non réalisés, après prise en compte des activités de couverture.

Les normes comptables définitives devraient s'appliquer aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2004, et leur application anticipée sera permise.

Note 2 | Titrisations

Au cours du trimestre, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,3 milliard de dollars par la création de titres hypothécaires. Nous avons initialement vendu pour 310 millions de dollars de tels titres. Nous avons reçu un produit net en espèces de 308 millions de dollars et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 8 millions sur les prêts hypothécaires. Un gain avant impôts de 6 millions de dollars sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres du compte de placement.

Note 3 | Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 28 février 2003, nous avons annoncé notre intention de racheter, en contrepartie d'espèces, la totalité des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série J, d'un montant de 300 millions de dollars, et des actions privilégiées de premier rang (en dollars US) à dividende non cumulatif de série K, d'un montant de 250 millions de dollars US, émises et en circulation. Le rachat aura lieu le 26 mai 2003.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 5 073 837 actions ordinaires dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen de 57,63 \$. Depuis l'entrée en vigueur de l'offre publique de rachat, en juin 2002, nous avons racheté 15 777 737 actions ordinaires au prix moyen de 54,25 \$.

Note 4 | Éventualités

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date où elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US (plus les intérêts cou-rus), conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperative Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap. Les procédures intentées dans l'État de New York et celles entamées auprès de la Haute Cour de Londres se poursuivent. La direction s'attend à recouvrer la totalité du montant en question et, par conséquent, n'a pas constitué de provision pour perte à cet égard.

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important.

Note 5 | Événement postérieur à la clôture

Acquisition de Business Men's Assurance Company of America

Le 1^{er} mai 2003, RBC Assurances a acquis les actions ordinaires en circulation de Business Men's Assurance Company of America (« BMA ») détenues par Generali Group, un assureur ayant son siège à Trieste, en Italie. Juste avant l'acquisition, BMA a transféré ses activités de réassurance existantes, y compris tous les actifs et passifs connexes, à une société affiliée, et ces activités demeurent la propriété de Generali Group. Les biens acquis se composent d'un bloc d'environ 135 000 polices d'assurance-vie et contrats de rente traditionnels en vigueur, ainsi que d'un réseau de distribution de produits d'assurance à capital variable. Dans le cadre d'une opération connexe, RBC Dain Rauscher a procédé à l'acquisition de Jones & Babson Inc., la société de fonds communs de placement de BMA. Les résultats de ces acquisitions seront présentés dans nos états financiers consolidés à compter du 1^{er} mai 2003.

Le prix d'achat des acquisitions, qui inclut les charges directes, s'est chiffré à quelque 210 millions de dollars US et sera comptabilisé selon la méthode de l'acquisition. Nous ne prévoyons pas que l'acquisition de BMA donnera lieu à un écart d'acquisition important. RBC Dain Rauscher comptabilisera un écart d'acquisition totalisant environ 13 millions de dollars US au titre de l'acquisition de Jones & Babson Inc.

Note 6 | Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique (1)

a) Résultats trimestriels par secteur d'exploitation

	RBC Banque			RBC Assurances			RBC Investissements			RBC Marchés des Capitaux		
	T2	T1	T2	T2	T1	T2	T2	T1	T2	T2	T1	T2
	03	03	02	03	03	02	03	03	02	03	03	02
Revenu net d'intérêt	1 352 \$	1 394 \$	1 339 \$	58 \$	67 \$	53 \$	107 \$	116 \$	86 \$	103 \$	109 \$	141 \$
Autres produits	535	564	514	102	99	70	721	767	832	513	617	541
Revenus bruts	1 887	1 958	1 853	160	166	123	828	883	918	616	726	682
Provision pour pertes sur créances	158	130	158	–	–	–	–	–	(1)	58	77	175
Frais autres que d'intérêt	1 156	1 179	1 108	105	123	103	732	725	813	394	426	388
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	215	239	227	–	(4)	(12)	28	55	29	69	79	13
Bénéfice net	358 \$	410 \$	360 \$	55 \$	47 \$	32 \$	68 \$	103 \$	77 \$	95 \$	144 \$	106 \$

(1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions, ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T2 03	T1 03	T2 02	T2 03	T1 03	T2 02	T2 03	T1 03	T2 02
Revenu net d'intérêt	37 \$	45 \$	33 \$	34 \$	59 \$	85 \$	1 691 \$	1 790 \$	1 737 \$
Autres produits	198	201	197	54	(1)	38	2 123	2 247	2 192
Revenus bruts	235	246	230	88	58	123	3 814	4 037	3 929
Provision pour pertes sur créances	2	-	3	(7)	(7)	(7)	211	200	328
Frais autres que d'intérêt	176	171	162	(3)	(14)	9	2 560	2 610	2 583
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	20	27	26	14	52	58	346	448	341
Bénéfice net	37 \$	48 \$	39 \$	84 \$	27 \$	63 \$	697 \$	779 \$	677 \$

(1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions, ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.

b) Résultats trimestriels par secteur géographique

	30 avril 2003				31 janvier 2003				30 avril 2002			
	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 274 \$	334 \$	83 \$	1 691 \$	1 392 \$	347 \$	51 \$	1 790 \$	1 346 \$	297 \$	94 \$	1 737 \$
Autres produits	1 105	704	314	2 123	1 094	787	366	2 247	1 221	715	256	2 192
Revenus bruts	2 379	1 038	397	3 814	2 486	1 134	417	4 037	2 567	1 012	350	3 929
Provision pour pertes sur créances	181	13	17	211	103	41	56	200	151	152	25	328
Frais autres que d'intérêt	1 488	868	204	2 560	1 469	921	220	2 610	1 488	893	202	2 583
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	259	61	26	346	368	64	16	448	362	(29)	8	341
Bénéfice net	451 \$	96 \$	150 \$	697 \$	546 \$	108 \$	125 \$	779 \$	566 \$	(4) \$	115 \$	677 \$

(2) Pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, les résultats du secteur États-Unis comprennent un bénéfice net de 70 millions de dollars tiré de nos acquisitions aux États-Unis (notamment RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty).

c) Résultats semestriels par secteur d'exploitation

	RBC Banque		RBC Assurances		RBC Investissements		RBC Marchés des Capitaux	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt	2 746 \$	2 766 \$	125 \$	104 \$	223 \$	184 \$	212 \$	319 \$
Autres produits	1 099	1 059	201	158	1 488	1 684	1 130	1 076
Revenus bruts	3 845	3 825	326	262	1 711	1 868	1 342	1 395
Provision pour pertes sur créances	288	359	-	-	-	(2)	135	272
Frais autres que d'intérêt	2 335	2 250	228	205	1 457	1 641	820	806
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	454	467	(4)	(16)	83	66	148	73
Bénéfice net	768 \$	749 \$	102 \$	73 \$	171 \$	163 \$	239 \$	244 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt	82 \$	67 \$	93 \$	155 \$	3 481 \$	3 595 \$
Autres produits	399	402	53	36	4 370	4 415
Revenus bruts	481	469	146	191	7 851	8 010
Provision pour pertes sur créances	2	5	(14)	(20)	411	614
Frais autres que d'intérêt	347	334	(17)	3	5 170	5 239
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	47	52	66	116	794	758
Bénéfice net	85 \$	78 \$	111 \$	92 \$	1 476 \$	1 399 \$

d) Résultats semestriels par secteur géographique

	30 avril 2003				30 avril 2002			
	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	2 666 \$	681 \$	134 \$	3 481 \$	2 766 \$	590 \$	239 \$	3 595 \$
Autres produits	2 199	1 491	680	4 370	2 381	1 515	519	4 415
Revenus bruts	4 865	2 172	814	7 851	5 147	2 105	758	8 010
Provision pour pertes sur créances	284	54	73	411	303	283	28	614
Frais autres que d'intérêt	2 957	1 789	424	5 170	3 004	1 835	400	5 239
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	627	125	42	794	757	(37)	38	758
Bénéfice net	997 \$	204 \$	275 \$	1 476 \$	1 083 \$	24 \$	292 \$	1 399 \$

(1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions, ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.

(2) Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, les résultats du secteur États-Unis comprennent un bénéfice net de 148 millions de dollars tiré de nos acquisitions aux États-Unis (notamment RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty).

Note 7 Rapprochement des PCGR du Canada et des PCGR des États-Unis

	Trimestre terminé le	Semestre terminé le	Au 30 avril	
	30 avril 2003	30 avril 2003	2003	
	Bénéfice net	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif
PCGR du Canada	697 \$	1 476 \$	19 077 \$	392 088 \$
Comptabilisation des activités d'assurance	1	12	98	1 728
Coûts des droits à la plus-value des actions	7	8	10	(9)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	(23)	(34)	(47)	598
Reclassement des titres (2)	–	(16)	211	211
Garanties (3)	–	–	–	34
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	–	–	(293)	167
Comptabilisation à la date de transaction	–	–	–	2 316
Autres	(4)	(11)	28	1 052
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	11	21	s.o.	s.o.
PCGR des États-Unis	689 \$	1 456 \$	19 084 \$	398 185 \$
Bénéfice par action	1,00 \$			
Bénéfice dilué par action	0,99 \$			

	Trimestre terminé le	Semestre terminé le	Au 30 avril	
	30 avril 2002	30 avril 2002	2002	
	Bénéfice net	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif
PCGR du Canada	677 \$	1 399 \$	18 571 \$	356 317 \$
Comptabilisation des activités d'assurance	24	25	43	1 288
Coûts des droits à la plus-value des actions	29	29	18	(11)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	1	20	(111)	876
Reclassement des titres (2)	–	–	72	72
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	–	–	(17)	12
Comptabilisation à la date de transaction	–	–	–	573
Autres	(7)	(15)	28	2 120
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(14)	(14)	s.o.	s.o.
PCGR des États-Unis	710 \$	1 444 \$	18 604 \$	361 247 \$
Bénéfice par action	1,02 \$			
Bénéfice dilué par action	1,01 \$			

	Trimestre terminé le	Au 31 janvier	
	31 janvier 2003	2003	
	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif
PCGR du Canada	779 \$	19 275 \$	389 804 \$
Comptabilisation des activités d'assurance	11	98	1 741
Coûts des droits à la plus-value des actions	1	8	(3)
Produits dérivés et opérations de couverture	(11)	(53)	59
Reclassement des titres	(16)	204	204
Garanties	–	–	4
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	–	(293)	167
Comptabilisation à la date de transaction	–	–	(594)
Autres	(7)	28	844
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	10	s.o.	s.o.
PCGR des États-Unis	767 \$	19 267 \$	392 226 \$
Bénéfice par action	1,12 \$		
Bénéfice dilué par action	1,10 \$		

s.o. : sans objet

Pour une explication détaillée des différences existant entre les PCGR des États-Unis et du Canada, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, laquelle figure à la page 97A du rapport annuel 2002.

- Selon les PCGR des États-Unis, tous les produits dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur. La variation de la juste valeur des produits dérivés est comptabilisée dans le bénéfice net ou, si le produit dérivé est désigné comme couverture des flux de trésorerie et qu'il s'avère efficace à ce titre, parmi les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. Pour ce qui est des produits dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur, la variation inscrite au bénéfice net est généralement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque visé par la couverture. Les changements comptabilisés parmi les autres éléments du résultat global sont subséquemment amortis au bénéfice net afin de compenser l'incidence de la variabilité des taux d'intérêt sur les flux de trésorerie de l'élément couvert. Selon les PCGR du Canada, les produits dérivés utilisés aux fins de vente et de négociation, de même que les produits dérivés utilisés à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture, sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, la variation de la juste valeur étant constatée dans le bénéfice net. Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture au moment de l'adoption de la NOC-13 ont été inscrits à leur juste valeur et les gains ou pertes de transition ont été portés aux résultats de la même manière que les éléments couverts initiaux. Lorsque les produits dérivés ont été désignés comme couvertures des flux de trésorerie et qu'ils s'avèrent efficaces à ce titre, un produit ou une charge est constaté sur la durée des actifs ou pertes couverts, à titre d'ajustement aux intérêts créditeurs ou débiteurs. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture selon les PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution de 13 millions de dollars du bénéfice net, une augmentation de 47 millions des valeurs mobilières, une augmentation de 56 millions des prêts, une augmentation de 136 millions des dépôts, une augmentation de 354 millions des débiteurs subordonnés, une augmentation de 524 millions des autres actifs, une augmentation de 155 millions des autres passifs, une diminution de 29 millions des liquidités, et une diminution de 47 millions des capitaux propres au 30 avril 2003.
- En vertu des PCGR des États-Unis, les valeurs mobilières sont classées en tant que titres du compte de négociation ou titres destinés à la vente. Les réductions de valeur effectuées pour refléter une moins-value durable des titres destinés à la vente sont constatées au poste Perte sur la vente de valeurs mobilières. Selon les PCGR du Canada, les valeurs mobilières sont classées en tant que titres du compte de négociation, titres du compte de placement ou titres de substitut de prêt. Les réductions de valeur effectuées pour refléter une moins-value durable des titres du compte de placement sont constatées au poste Perte sur la vente de valeurs mobilières. Le classement des valeurs mobilières conformément aux PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation de 332 millions de dollars des valeurs mobilières, une diminution de 121 millions des impôts reportés connexes inclus dans les autres actifs, et une augmentation de 211 millions des capitaux propres au 30 avril 2003.
- En vertu des PCGR des États-Unis, le passif initial au titre des obligations prises en charge dans le cadre de garanties établies ou modifiées après le 31 décembre 2002 est constaté au bilan à la juste valeur. La comptabilisation de la juste valeur des garanties conformément aux PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation de 34 millions de dollars des autres actifs et une augmentation équivalente des autres passifs au 30 avril 2003.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)**Prêts douteux** (2)

	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002	30 avril 2002
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)					
Prêts douteux, montant net					
Prêts hypothécaires résidentiels	118 \$	114 \$	113 \$	125 \$	130 \$
Prêts aux particuliers	109	113	129	130	132
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 014	1 193	1 152	1 198	1 227
Total	1 241 \$	1 420 \$	1 394 \$	1 453 \$	1 489 \$
Prêts douteux, montant net, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,16 %	0,16 %	0,16 %	0,18 %	0,19 %
Prêts aux particuliers	0,34 %	0,36 %	0,41 %	0,41 %	0,41 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1,00 %	1,14 %	1,10 %	1,13 %	1,17 %
Total	0,59 %	0,67 %	0,65 %	0,69 %	0,71 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)					
Provision cumulative au début	2 376 \$	2 314 \$	2 459 \$	2 314 \$	2 392 \$
Provision pour pertes sur créances	211	200	328	411	614
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(2)	(1)	(3)	(3)	(6)
Prêts aux particuliers	(114)	(80)	(109)	(194)	(216)
Prêts sur cartes de crédit	(51)	(43)	(44)	(94)	(89)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(102)	(62)	(232)	(164)	(357)
	(269)	(186)	(388)	(455)	(668)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	16	17	19	33	35
Prêts sur cartes de crédit	8	9	9	17	19
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	17	20	14	37	34
	41	46	42	87	88
Radiations nettes	(228)	(140)	(346)	(368)	(580)
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	-	8	-	8	-
Ajustements	(24)	(6)	11	(30)	26
Provision cumulative à la fin	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 335 \$	2 452 \$
Radiations nettes (en excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,43 %	0,25 %	0,68 %	0,34 %	0,56 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,43 %	0,25 %	0,68 %	0,34 %	0,56 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	37 \$	40 \$	47 \$	37 \$	47 \$
Prêts aux particuliers	450	467	475	450	475
Prêts sur cartes de crédit	152	152	152	152	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 453	1 469	1 541	1 453	1 541
Provision cumulative attribuée	2 092	2 128	2 215	2 092	2 215
Provision cumulative générale non attribuée	243	248	237	243	237
Total	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 335 \$	2 452 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions spécifiques, y compris la provision cumulative pour titres de substitut de prêt	922 \$	954 \$	1 010 \$	922 \$	1 010 \$
Provision à l'égard des risques-pays	-	-	30	-	30
Provision cumulative générale attribuée	1 170	1 174	1 175	1 170	1 175
Provision cumulative générale non attribuée	243	248	237	243	237
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 335 \$	2 452 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	2 226 \$	2 267 \$	2 338 \$	2 226 \$	2 338 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	109	109	109	109	109
Provision cumulative pour titres de substitut de prêt	-	-	5	-	5
Total	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 335 \$	2 452 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,0 %	1,1 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	103 %	95 %	93 %	103 %	93 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Les prêts douteux sont présentés déduction faite des provisions cumulatives spécifiques et de la provision cumulative à l'égard des risques-pays.

Information relative aux actions (non vérifié)

(nombre d'actions en milliers)	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2002
Actions privilégiées de premier rang ⁽¹⁾			
À dividende non cumulatif, série E	–	–	1 500
À dividende non cumulatif, série J	12 000	12 000	12 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	10 000	10 000	10 000
À dividende non cumulatif, série N	12 000	12 000	12 000
À dividende non cumulatif, série O	6 000	6 000	6 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	4 000	4 000
À dividende non cumulatif, série S	10 000	10 000	10 000
	54 000	54 000	55 500
Titres de fiducie, séries 2010 et 2011, émis par RBC Capital Trust ⁽²⁾	1 400	1 400	1 400
Options sur actions ⁽³⁾			
Options en cours à la fin	27 100	28 218	30 296
Options pouvant être levées à la fin	17 624	18 629	15 614
Actions ordinaires	662 427	666 439	673 860

(1) Pour des renseignements plus détaillés, se reporter aux pages 85, 86 et 91 (notes 13 et 17) du rapport annuel 2002 de la Banque Royale du Canada.

(2) Inclus dans le poste « Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales » du bilan consolidé. Les modalités de conversion des titres de séries 2010 et 2011 sont présentées dans les prospectus datés du 17 juillet 2000 et du 29 novembre 2000, respectivement.

(3) En février 2003, 6 400 options sur actions ont été octroyées.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : (416) 974-5151
Télécopieur : (416) 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Computershare Trust
Company of Canada

Adresse :
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1570, Succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L2

Site Web :
computershare.com

*Co-agent des transferts
(États-Unis)*
The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

*Co-agent des transferts
(Royaume-Uni)*
Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgewater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque Canada : Bourse de Toronto (TSX) États-Unis : Bourse de New York (NYSE) Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :

Computershare Trust Company of Canada
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs,
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : (416) 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2003

Premier trimestre	28 février
Deuxième trimestre	30 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	25 novembre

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes au crédit de leur compte de toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à Computershare Trust Company of Canada, à son adresse postale.

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : (416) 955-7803
Télécopieur : (416) 955-7800

Dates de paiement des dividendes pour 2003

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Date de clôture des registres	Date de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, P et S	27 janvier 23 avril 23 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre

Cotes de crédit

(au 28 février 2003)	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1 (middle)	AA(low)

